

PROCÈS ERIC HÉBERT LE 1^{er} JUILLET, LILLE, 14 H

ISSN 0026-9433



le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°669 JEUDI 25 JUIN 1987 8,00 F

A quand l'heure sup' payée une journée ?



CORSE

De l'intoxe anisée
à la réalité sociale...
PAGE 4

ESPAGNE

Licenciements dans
les chantiers navals,
les anarchistes
dans l'épreuve de
force.
PAGE 8

ETATS-UNIS

Le libéralisme fait
des nantis
et des victimes !
PAGE 12

EDITORIAL

Cette semaine, le « Monde libertaire » ne vous offre pas Charles Pasqua se déshabillant sur la une... Et pourtant, on l'a encore vu dans un drôle d'état ! Ne s'est-il pas déclaré prêt à arrêter les terroristes « le jour où cette pantalonnade (aura) assez duré » — ce qui signifie que selon lui cela n'a pas encore assez duré —, que le lendemain même était assassiné J.-P. Lafay. Sur ce, Pasqua n'a pas tremblé une seconde, affirmant que les porte-parole officiels des thèses séparatistes portent la responsabilité de cet assassinat. Il faut donc s'attendre à ce qu'il est coutume d'appeler une « chasse aux sorcières », autrement dit : le terrorisme d'Etat.

Ainsi, le terrain d'affrontement étant militaro-policier, il est malheureusement vraisemblable que les attentats vont continuer. Pour l'heure, nous poserons simplement la question : à qui profite le crime ?

Cette suite d'événements est aussi la confirmation du positionnement politique véritable de Pasqua : on se souvient bien sûr que pour lui, la démocratie s'arrête là où commencent les intérêts de l'Etat ; on a bien remarqué aussi toutes les félicitations qu'il a pu recevoir de la part du Front national.

Quant à cette semaine, on ne peut pas ne pas remarquer la diplomatie vaticane. Chacun sait que Jean-Paul II aime les voyages. Il n'est pourtant pas allé en Autriche, pas même une escale en revenant de Pologne : c'est Wal-dheim qui s'est déplacé car il a, paraît-il,

insisté pour voir sa sainteté. Admirez le courage du très Saint Père qui n'a pas peur, après si peu de précautions, que la réputation d'antisémites des Polonais lui soit aussi attribuée après une telle rencontre.

Jean-Paul II ira-t-il en Corée du Sud ? L'Eglise catholique y joue actuellement un rôle important ; un peu comme aux Philippines avant que Marcos ne soit remercié par Reagan, elle a choisi son camp — celui de la révolte contre la dictature —, traçant le chemin du pouvoir à une future démocratie libérale que pourront cautionner les Etats-Unis si le président Chun Doo Hwan persiste à ne rien vouloir céder, en particulier sur la Constitution. S'ils ne veulent se contenter d'un (à peine) moindre mal, les Sud-coréens n'auront que la difficile solution de ne faire confiance qu'à eux-mêmes, dès maintenant, et pour toujours.

F°P. 2520

communiqués éditions

• GRENOBLE
La liaison F.A. de Grenoble invite les gens intéressés par les idées anarchistes, et désirant construire autre chose sur ces bases, à prendre contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

• PARIS
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• MELUN
Le premier numéro de « Vivre ! », feuille d'expression libertaire éditée par le groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste vient de paraître. On peut se le procurer en envoyant une enveloppe timbrée (2,20 F) à la librairie du Monde libertaire, Groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

éditions

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »
« Contre vents et marées » n° 40, journal d'humeur anarchiste de Bourgoin, est paru. Disponible à la librairie du Monde libertaire (2 F) ou à l'adresse suivante : « Contrecourants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



Tout doit disparaître (du vieux monde ?) !
Du 15 juin au 31 août, - 10% sur les bandes dessinées et le rayon littérature... Où ça ?
A la librairie du Monde libertaire, bien sûr !

• AFFICHE



L'affiche de soutien à Eric Hébert est de nouveau disponible (44 x 56). En vente : 5 francs l'unité. Pour des collages de soutien, cette affiche est gratuite.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille vient d'éditer trois modèles de brochures en laiton gravé. Nous pouvons affirmer sans conteste que cette initiative est unique dans le petit monde de l'édition de badges d'inspiration anarchiste. Car ce sont plus que des badges : de véritables petits bijoux amoureux exécutés par un artisan graveur marseillais, d'après des maquettes fournies par notre groupe. Le prix de revient en est assez élevé, mais nous avons misé sur la qualité et le caractère exceptionnel d'une telle édition. Gageons que chacun saura apprécier la noblesse du matériau, la finesse de la gravure et le choix qui est proposé (voir dessins présentés). Ces petites merveilles font 5 cm sur 2 cm. Les creux sont noircis et le tout est recouvert d'une fine couche d'émail transparent pour éviter toute oxydation.

liste des groupes f.a.

PROVINCE
• GROUPES
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Maremnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS
Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Grenoble — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

• VOLONTÉ ANARCHISTE

« La Charte d'Amiens, d'hier à aujourd'hui » est donc le titre du numéro 32-33 de Volonté anarchiste, collection de brochures du groupe Fresnes-Antony. La Charte d'Amiens, âgée aujourd'hui de plus de quatre-vingts ans, est issue de débats houleux opposant réformistes et libertaires aux tenants du syndicat-courroie de transmission du Parti. Ce dernier numéro de V.A. reproduit la totalité de ces débats et donne la parole à des compagnons des diverses confédérations actuelles sur l'actualité de ce texte légendaire. Si cette brochure s'est fait attendre en raison surtout de difficultés financières (réédition de l'« Histoire du Premier Mai », de Maurice Dommanget), elle est de bonne cuvée. D'ailleurs, à vous de juger... Son prix : 35 F, numéro double, en vente à la librairie du Monde libertaire. Et pour soutenir nos éditions, abonnez-vous... 150 F (soutien) 200 F pour huit numéros. Règlement à l'ordre de A.S.H. (C.C.P. 2160042 C, Paris), 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony.

• AUTOCOLLANT



Un autocollant de soutien à Eric Hébert vient d'être édité (12 x 6,5). Prix : 1 F l'unité au détail, 0,40 F en dessous de 300 exemplaires et 0,25 F au dessus.

• AFFICHE

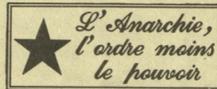
Le groupe de Brest « Les Temps nouveaux » vient d'éditer une nouvelle affiche (100 x 70) sur le thème : « Seule la lutte quotidienne peut changer notre vie... Agir au lieu d'être ». Celle-ci est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 1,20 F l'unité, au-dessus de 10 exemplaires.



• PERPIGNAN



Le groupe Puig-Antich de Perpignan vient de sortir le n°20 d'« Infos et analyses libertaires ». Il est possible de se le procurer pour 10 F au 145, rue Amelot, 75011 Paris. L'abonnement est de 35 F pour 1 an et de 60 F en soutien. Ajouter 15 F pour les frais d'envoi.



Autant d'arguments qui sauront décider les compagnons et collègues à commander et par là à soutenir notre groupe. Prix unitaire : 50 F (plus 5 F de frais de port). Cinq exemplaires : 250 F (plus 12,50 F de frais de port). Dix exemplaires : 500 F (exonération des frais de port). Chèques libellés comme suit : C.C.P. 602 46 Z (sans autre mention), à expédier au Groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (en vente aussi lors de nos permanences du samedi de 14 à 17 h).

• « ITINÉRAIRE »

La revue « Itinéraire, une vie une pensée » vient de paraître. Cette nouvelle revue, faite par un groupe affilié de militants de la Fédération anarchiste, abordera tour à tour des sujets littéraires, philosophiques, scientifiques ou sociologiques au travers d'un itinéraire individuel. Nous parlerons de « figures » du mouvement anarchiste bien sûr, mais nous sortirons de ce cadre pour parler d'hommes qui, nous semble-t-il, ont par leurs écrits ou leurs actions participé à l'émancipation de l'humanité. Au sommaire du n° 1 « Durruti, de la révolte à la révolution » : des articles de Claudio Venza, Georges Host, Abel Paz, Georges Balkanski entre autres. Diffusé par la librairie du Monde libertaire au prix de 30 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11*
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19*
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

| TARIF | France | Sous pli fermé | Etranger |
|---------------|--------|----------------|----------|
| 3 mois, 13 n° | 85 F | 155 F | 120 F |
| 6 mois, 25 n° | 155 F | 290 F | 230 F |
| 1 an, 50 n° | 300 F | 570 F | 420 F |

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Du 1^{er} juillet au 31 août inclus, la librairie du Monde libertaire sera ouverte du mardi au samedi aux horaires habituels (10 h à 19 h 30).

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3, Social : Les fonctionnaires sur la grève, Réactions syndicales — PAGE 4, Luites : Corse, de la pantalonnade à la réalité, Navigation aérienne — PAGE 5, Société : Marseille, la semaine des quatre jours, Dominique Lestrat, Prison de Mauzac — PAGE 6, Activités et propagande : 43^e congrès de la F.A., motions sur le syndicalisme et sur la Nouvelle-Calédonie, Manif antinucléaire à Paris — PAGE 7, Antimilitarisme : Lettre d'Eric Hébert, Action de soutien à Lille, Bain de sang au Bourget — PAGE 8, Dans le monde : Irlande du Nord, Espagne : la lutte de Puerto Real, Allemagne : les émeutes de Berlin — PAGE 9, Dans le monde : Nicaragua, sandinisme et problème indien, Informations internationales — PAGE 10, Education : L'orientation scolaire, U.N.E.F.-I.D. — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Musique, Télévision, Peinture — PAGE 12, Economie : La faille aux Etats-Unis.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11*
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19*
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

DROIT DE GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

Réactions syndicales éclatées

Le gouvernement Chirac cherche une fois de plus à défaire le peu que la gauche avait réalisé. En 1982, Anicet Le Pors avait supprimé le trentième indivisible et rétablissait ainsi le rapprochement du secteur public avec le secteur privé, en ce qui concerne les retenues de salaire en cas de grève.

Compte-tenu de la forte diminution du nombre de jours perdus pour fait de grève, mais aussi du nombre d'initiatives grévistes — même de courte durée —, l'urgence de l'amendement Lamassoure ne se justifie guère. La mesure de retenue salariale proportionnelle à la durée de l'arrêt de travail n'a guère accéléré depuis 1982 le processus de grève, même horaire. Bien au contraire, ce fut le calme plat et ce sont plutôt les mesures libérales de l'actuel gouvernement qui réveillent les velléités grévistes.

« Responsabiliser » les fonctionnaires...

La droite clame en la personne de Chirac ou de Toubon qu'il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de grève, mais de « responsabiliser » les fonctionnaires quant à l'utilisation du droit de grève. Mais les syndicats ne l'entendent pas ainsi, sachant qu'il s'agit d'un premier

pas vers une remise en cause plus grave de ce droit. La réaction fut vivace, tout particulièrement sur la forme dans un premier temps, puis que cette mesure fut proposée comme amendement à un projet de loi portant sur diverses mesures d'ordre social, limitant ainsi le débat public et en outre présentée en pleine nuit, à la sauvette.

Recherche désespérée l'unité d'action

La réaction syndicale sur le fond vit voler en éclat le « front des six », laborieusement construit autour des négociations salariales : d'un côté, la C.F.D.T., la F.E.N. et la F.G.A.F. (1) appellent à un « puissant mouvement de protestation » (et l'on verra le ridicule de la chose) ; de l'autre, les trois autres confédérations interviennent publiquement de manière diversifiée. La C.G.T.-F.O., tout comme lors de la mobilisation de cet hiver, craint que ça « ne conduise à terme à une épreuve de force ». Si la C.F.T.C. souhaite une médiation efficace, la C.G.C. ajoute, en outre, que soit instituée une obligation réelle de négociation pendant le préavis. Aussi, aucune n'appelle à une mobilisation des 2,4 millions de fonctionnaires qui seraient touchés par l'amendement Lamassoure (fonctionnaires

de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics).

L'arrêt de travail d'une heure, appelé par la C.F.D.T., la F.E.N. et la F.G.A.F., le lundi 15 juin, fut très peu suivi, de l'ordre de 5%, avec un taux plus important dans l'éducation nationale. A l'appel des mêmes organisations et de la fédération des finances, 3 000 personnes se rassemblèrent ce jour, esplanade des Invalides. En fait, bien faible manifestation ne regroupant qu'une partie des équipes syndicales et non pas les travailleurs fonctionnaires : réaction immédiate qui aurait dû avoir lieu le jour du vote de l'amendement Lamassoure à l'Assemblée nationale et qui aurait dû conduire à une forte mobilisation, bien construite, un peu plus tard. La manifestation n'osa pas, alors, affronter les forces de police, pour exiger le maintien du parcours négocié vers Matignon.

Quant aux prises de parole, il faut noter celle de Roselyne Vieillard, pour l'U.F.F.A.-C.F.D.T. (2) : elle se plaignit que l'amendement Lamassoure impose aux fonctionnaires de faire grève une journée entière, à radicaliser en quelque sorte leur forme de grève. Pauvre C.F.D.T., elle qui avait enterré la grève en octobre 1985, qui l'avait regardée cet hiver comme incongrue, mais trop massive pour être ignorée, elle sera désormais « obligée » d'appeler à des arrêts de travail d'un jour plein et non plus se contenter d'une grève d'une heure.

« Seule » la C.G.T...

Quant au mouvement de protestation provoquée par la C.G.T., il est tout autre. Dès le vote, la centrale de Krasucki réussissait à réunir un millier de militants cégétistes (quelques cégétistes les avaient rejoint en appelant en vain à l'unité) et elle ouvrit sa journée du 18 juin, relative à la défense des libertés, à la défense du droit de grève. Il est vrai que la mobilisation s'étaient

appuyée sur le cas de licenciement de délégués C.G.T. chez Renault et qu'elle avait été préparée pendant plusieurs semaines. Néanmoins, il était impressionnant de voir défiler 20 000 manifestants dans les « beaux » quartiers de Paris, à partir du Trocadéro, pour se rendre à la place Nationale à Billancourt et ce malgré la pluie incessante.

Parce que « la liberté ne se découpe pas en rondelles de saucisson » (3), la C.G.T. a su étendre sa journée d'action à la défense d'une autre liberté, celle du droit de grève. Mais si Krasucki affirme que la C.G.T. est ouverte à tout le monde, il est curieux de constater qu'elle se ferme de plus en plus à tous ceux qui veulent bouger, réagir, protester : c'est ainsi que la centrale de Montreuil refusa et refuse toute action unitaire, si minime soit-elle : déclaration commune, grève, journée d'action ou manifestation.

Car face aux attaques du droit de grève — comme face au démantèlement de la Sécurité sociale —, c'est bien une action unitaire d'ampleur qu'il faudrait pouvoir réaliser pour démontrer la détermination des fonctionnaires et des salariés à ne pas se laisser écraser davantage. La C.G.T. porte une très lourde responsabilité dans la désunion syndicale. Dénoncer la compromission des autres organisations syndicales ne doit pas conduire à empêcher toute riposte d'envergure quand les attaques sont de cette taille-là.

La journée du 23 juin contredira-t-elle cela ? Doutons-en, car si la C.G.T. a déposé un préavis de grève et si l'U.F.F.A.-C.F.D.T. appelle les fonctionnaires à un nouveau rassemblement à 17 h devant le Sénat, il reste à craindre que les deux confédérations, parce que l'appel n'est pas commun, ne sachent plus se rencontrer.

Les conséquences de l'amendement Lamassoure sont multiples. D'abord, il porte un coup sérieux aux relations entre organisations

syndicales et gouvernement : la politique « contractuelle » tant recherchée par les confédérations réformistes est bafouée et les propos de de Charette lors des futures discussions sur la modernisation dans la fonction publique ou sur la revalorisation des bas salaires risquent d'être vides de sens.

Paralysie ou réveil des salariés ?

Les fonctionnaires semblent être paralysés par une telle mesure, mais ne présageons de rien : leur réveil, cet hiver, a surpris et pourra sûrement encore étonner car si les grèves S.N.C.F., d'E.G.F. ou celle des conducteurs de métro n'ont pu entraîner davantage le secteur public, si celle des contrôleurs aériens n'a pas réussi non plus à être élargie (alors que leur revendication de prise en compte des primes dans le calcul des retraites est partagée par tous les salariés de l'Etat et du secteur public), un coup de grisou comme celui de Lamassoure ou comme celui de Chérioux peut conduire à un autre « réveil ».

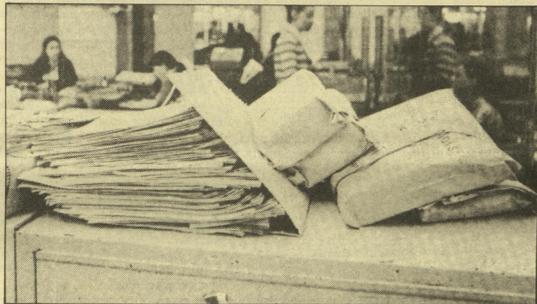
La radicalisation du Sénat, qui cherche à étendre le retour aux règles antérieures à 1982 à l'ensemble du secteur public, pourrait entraîner celle des salariés de la S.N.C.F. ou d'E.G.F., soucieux de défendre tout leur statut. L'opération a permis de ressouder la majorité, au terme d'une période de turbulences politiques. Seul un ample mouvement social pourra arrêter ces tentatives de remise en cause du droit de grève, mais il s'agira là d'un véritable bras de fer ; les exemples de l'Allemagne et de l'Angleterre devraient alerter.

L.N.

(1) Fédération générale autonome des fonctionnaires.

(2) U.F.F.A. : Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés.

(3) Henri Krasucki, sur Antenne 2, le 15 juin.



SECTEUR PUBLIC

Les fonctionnaires sur la grève

A PEINE plus d'un an au pouvoir, pour que la droite revienne sur le droit de grève dans la fonction publique. C'était dans l'air depuis les grèves de décembre et janvier ; les cheminots, puis les agents de la R.A.T.P., des P.T.T., de l'E.D.F., et enfin les instituteurs avaient réveillé les vieux démons réactionnaires de l'Assemblée nationale, au point que ceux-ci, en mal d'initiatives contre les salariés du secteur public avançaient l'idée d'un « service minimum ».

Le droit de grève en question...

Il aura fallu la grève des aiguilleurs du ciel pour que la droite, n'y pouvant plus, passe à l'acte et en profite — à la veille des vacances, l'occasion était trop belle — pour limiter le droit de grève. Ainsi, on en revient au « trentième indivisible », c'est-à-dire une heure de grève entraînant la perte d'une journée de salaire (mais « à quand 1 heure supplémentaire payée une journée ? », comme le proclamait un fonctionnaire).

Au vu des premières réactions syndicales, la droite parlementaire n'a pas pris trop de risques. La mobilisation des fonctionnaires semble inversement proportionnelle au ton des commentaires des responsables syndicaux.

Même si le tollé est général, on ne peut en dire autant pour la grève... Il faut bien reconnaître que la division syndicale n'arrange rien : la C.F.D.T. gronde et descend dans la rue le lundi qui suit le vote de l'amendement au Parlement, accompagnée de la F.E.N., des autonomes et d'une fédération F.O. ; la C.G.T., elle, défie seule le jeudi d'après ; quant aux autres confédérations syndicales, elles se gardent bien d'intervenir. C'est donc tout bon pour Chirac !

Pourtant, sous ses aspects revanchards (en finir avec les fonctionnaires), toute une stratégie est à l'œuvre. La crise aidant, les salariés du secteur privé, ceux des P.M.E. ne réagissent guère plus. Atomisés, dans la crainte du chômage, on ne les voit plus descendre dans la rue. Seuls, quelques secteurs résistent encore, souvent pour « défendre l'emploi », rarement pour d'autres revendications (moins « défensives »). Restructurations, petits boulots, licenciements, le Capital se refait une santé... sur le dos des salariés « incapables » de réagir.

Revendiquer c'est « ringard »

Il est vrai aussi que les moyens ne manquent pas aux industriels et autres décideurs pour convain-

cre : le discours sur la crise, l'impossibilité selon eux de rompre avec la logique capitaliste a fait son chemin. « Big Brother is watching you ! », malheur à celui qui dira le contraire. Au mieux on le traitera de « rêveur », au pire d'« archaïque » ou de « ringard ». Exclu, il ne fera jamais parti de la bande à Tapie... du club des gagnants... des fans du consensus.

Cohérents, ces mêmes patrons ont donc annoncé la fin de « la lutte des classes »... Finie l'exploitation, bienvenu le partenariat... La « coopération conflictuelle » serait même avancée par certains syndicalistes en mal de « modernisme » (terme bien entendu à opposer à « ringard », cela va de soi !).

Pas étonnant alors que dans ce tableau les fonctionnaires fassent mauvais effet. Ils osent encore descendre dans la rue « revendiquer » (!) (terme également démodé chez les branchés du consensus), ô scandale !, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire.

Le pire, ceux par qui l'amendement Lamassoure est arrivé osaient s'arrêter de travailler au moment où les hommes d'affaires, industriels et autres pauvres usagers s'approprièrent à prendre l'avion. Voilà de quoi relancer, sans perdre un instant, les tam-

« Rendez-vous compte », ont crié les pauvres usagers représentés majoritairement à l'Assemblée nationale : « Ils prennent les usagers en otages », « Ils mettent en péril l'économie » (leurs économies !) ; « Il faut absolument réglementer le droit de grève ».

Le début de la fin ?

Et bien, ça y est... c'est fait ! Comme le titrait le Figaro, le lendemain du vote : « Fonctionnaires : la fin de l'impunité » (!). Les

salariés du privé, pas la peine de les punir, eux, on peut les restructurer, les « congés-former ! », les « tuquer », ou encore mieux les licencier (c'est nouveau, ça vient de sortir !) ; Il ne restait plus que les fonctionnaires et les salariés du secteur public nationalisé. Maintenant c'est réglé ou presque ! Allez, on passe à autre chose... par exemple la Sécurité sociale !

Cousin VINDER (Gr. Pierre-Besnard)



C'est « ringard » ?

La saison touristique a commencé fort tôt cette année, MM. Malhuret, Pasqua et Pandraud ont choisi le mois de juin pour profiter pleinement du printemps corse. Les élus locaux, les partis et associations progressistes ont fait chorus pour assurer la réussite de ce voyage. Les libertaires ont d'ailleurs de tout temps et en tout lieu mesuré la fermeté ou l'humanité de leurs propos quand il s'agit de remettre en cause les racines du mal.

Primes à la délation...

Et bien non, le peuple corse, que chacun reconnaît comme mort de peur suite aux 5 000 attentats revendiqués par l'ex-F.L.N.C. depuis sa création il y a une dizaine d'années, n'est pas venu demander protection au premier flic de France. Mieux, ses appels à la guerre civile adressés aux élus et aux Corses qui doivent « prendre leurs affaires en main » n'ont pas suscité l'enthousiasme de la population.

C'est ainsi que la fin du voyage s'est terminée par des violences policières gratuites et des emprisonnements. Les militants oublieront les emprisonnements à titre d'apaisement et pour ne pas tomber dans le piège de l'engrenage. Les policiers leur ont d'ailleurs montré la voie, en gardant une attitude correcte pendant les garde-à-vue. Il reste à ce que l'Etat libère les personnes toujours emprisonnées.

M. Pandraud, pour pallier à l'inefficacité du brillant orateur, arrive alors sa mallette pleine de chèques pour susciter des vocations. C'est ici faire l'aveu de la non-participation des Corses au travail de renseignement de la police, a contrario de l'intoxication de ces dernières années où il était affirmé que des renseignements parvenaient de plus en plus nombreux.

C'est aussi faire insulte à la tradition séculaire et indiscutée d'un peuple qui se serre les coudes et dont les individus n'ont pas pour habitude de vendre. Au contraire, aujourd'hui, la campagne de délation imposée par l'Etat enferme encore plus les gens sur eux-mêmes, les terrorisant d'une certaine façon.

Journalisme de qualité !

Mais que peut comprendre l'opinion publique à la réalité corse avec



les informations quelquefois tendancieuses émises par des journaux prétendus impartiaux et objectifs ? Le Monde libertaire n'a pas la prétention d'être la voix unique de la vérité, encore faut-il appeler certains journalistes à une meilleure étude de leur sujet au lieu de se complaire dans l'écriture rapide d'articles à sensation qui participent à la confusion. Nous invitons tout particulièrement l'envoyée spéciale du Monde, qui par exemple a compté 2 000 personnes venues applaudir Charles Pasqua, à s'acheter au plus vite une paire de lunettes. Mais, comme chacun le sait, le Monde reste à l'écoute des minorités.

Dans tout ce tintamare, la Corse a retrouvé un enfant du pays. Cela faisait huit ans qu'il n'était pas venu passer ses vacances au village. Bien lui en a fait car, plongé dans la chaude ambiance de la communauté, il en a tout aussitôt retrouvé

CORSE

De la pantalonnade... à la réalité



Le jour de gloire est arrivé !

le discours. Il est vrai, à son corps défendant, qu'il n'a pas innové en disant que tout le monde connaît en Corse les plastiqueurs puisque les élus locaux le disent depuis des années. Simplement un grand pays des droits de l'homme comme la France ne saisis pas qu'une petite communauté puisse couvrir des lâches (comme le dit le Monde). Et l'on serait presque tenté, dans un réflexe d'objectivité — s'il n'était prêt à Pasqua l'intention de mettre en place les barbouzes — de dire avec Jammet du Quotidien : « Lâchez-lui les Basques ! ». M. Pasqua avait oublié qu'il s'adressait de Corse à 55 millions de personnes et non à 250 000 habitants.

Quant à M. Pandraud, les élus corses plus sésés que lui — c'est la dispute à l'intelligence — lui avaient déjà fait comprendre il y a un an qu'il pouvait repartir avec ses liasses, la gangrène que connaît le peuple corse n'ayant pas encore atteint ce stade.

Le goupillon

Nous attendons toujours d'entendre — suite, peut-être, au travail de recherche journalistique — les positions de l'Eglise par rapport à l'incarcération de l'abbé Mondoloni dont tout le monde sait maintenant qu'il a conservé la soutane, sans oublier de distribuer les coups de poing nécessaires pour se défendre face aux policiers. Mais que Diable !, le défend-elle oui ou non ? Irrespectueux comme nous le sommes, nous nous permettons de poser cette question car nous sommes habitués par l'institution Eglise à sa façon de dénoncer sans dénoncer (comme au Chili) et de soutenir sans soutenir (comme en Pologne).

Mais alors, dirions-nous, pourquoi tout cela ? Une simple question de nationalisme ? La Corse ne veut pas entrer dans le moule que l'Europe veut lui imposer : zone de consommation de produits extérieurs, pas de place pour l'agriculture corse aujourd'hui, distribution demain de l'énergie électrique d'origine nucléaire par le câble Italie-Corse sous-marin...

L'Europe des Etats

La place de la Corse dans l'Europe ? Le tourisme garantit la dépendance totale, permettant seulement d'engraisser quelques familles locales et surtout pas mal

de grandes sociétés. Quant aux salariés, aux jeunes, aux chômeurs, ils se contenteront de salaires d'éto au S.M.I.C. Il est vrai qu'avec la flexibilité permise par de grands syndicats, ils pourront en faisant de supers saisons bonifier leur salaire de base.

Soyons sérieux, le mouvement nationaliste corse avait pressenti et dénoncé par avance les propositions des gouvernements annonçant la zone franche, pudiquement baptisée dé-fiscalisation (requins, venez investir, le bébé doit grandir jusqu'en 1992 !). La population a donc été informée des enjeux, a

compris que les dissolutions en série, les arrestations massives et répétées avaient pour but d'éradiquer tous ceux qui s'opposent à ces choix économiques imposés et à la mort culturelle programmée. Le parti de la classe ouvrière qui avait ouvert le feu contre les projets de zone franche présentés par Pascal Arrighi du Front national est aujourd'hui subitement silencieux sur la dé-fiscalisation, mais là aussi on en a déjà vu d'autres...

L'ensemble des organisations nationalistes, coalisées sous le sigle U.N.I.T.A., montrent les dents. Le Syndicat des travailleurs corses

(S.T.C.) comptant 2 000 adhérents et représentatif dans une bonne majorité des entreprises, fort de l'appui de larges secteurs de la population, a annoncé pour sa part qu'il n'accepterait pas d'être dissous et qu'il s'organiserait s'il le fallait dans la clandestinité.

Luttes nationale et sociale

Au cours de la conférence de presse annonçant que les travailleurs ne se tairaient pas plus en Corse qu'au Chili ou en Pologne, le S.T.C. a réaffirmé en particulier par la voix de son secrétaire général Bernard Trojani être un syndicat révolutionnaire indépendant de tous les partis. Syndicat qui se bat pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme sous toutes ses formes et s'orienté pour la construction de structures à caractère d'association et égalitaire. La Corse a produit au bénéfice du colonialisme des hommes dont le destin individuel ne sera pas toujours reconnu par l'histoire comme des fleurons de la civilisation. La Corse, en tant que communauté historique, n'a jamais eu à rougir d'elle-même ; on espère qu'il en sera toujours ainsi pour l'avenir. Aujourd'hui, le peuple corse se relève une nouvelle fois pour revendiquer son droit à disposer de lui-même.

Fred ANTONI (Ajaccio)

Dernière minute : De nombreux observateurs, aussi impartiaux et aussi peu suspects de nationalisme que Jean Bisgambiglia (homme de droite et directeur de Nice matin édition corse) et Paul Silvani (socialiste, directeur du Provençal édition corse), ont donné dans une émission télévisée en direct le jour des obsèques du vétérinaire Lafay différentes pistes nationalistes ou policières sur l'origine du meurtre, réalisées à la sortie de F.R.3 après un débat sur la violence, auquel participaient des responsables nationalistes (Léo Battesti et Max Siméoni). A qui profite le crime ? La piste des policiers parallèles ou bien de membres de ces services n'ayant pas agit sur ordre semble avoir été retenue comme une des pistes à privilégier par ses journalistes de la presse quotidienne corse bien-pensante. Le courage dont ils ont fait preuve sera à n'en pas douter retenu par l'histoire.

NAVIGATION AÉRIENNE

« La lutte » par qui le scandale arrive

ALORS que le conflit entre dans sa neuvième semaine de grève, le ministère des Transports, en la personne de M. Douffignague (que les cheminots connaissent bien), joue le pourrissement de la situation. Il retire ses propositions et pense dresser l'opinion publique contre les grévistes.

Dans le même temps, par l'intermédiaire de MM. Pelchat et Lamassoure, le gouvernement affirme ses positions. Désormais, pour une heure de grève, un fonctionnaire se verra retirer 1/30^e de son salaire mensuel contre 1/160^e auparavant. Cette mesure pourrait être étendue aux assimilés tels la S.N.C.F., Air France, R.A.T.P., E.D.F....

Pourtant, sur l'initiative de la C.F.D.T., les grévistes cessent leurs arrêts de travail tous les week-ends pour ne pas gêner les usagers « hors affaire ». Le Parlement, gardien des intérêts économiques remplit donc tout à fait son rôle, contre les intérêts des travailleurs concernés.

Quelques rappels

Rappelons les revendications avancées : intégration des primes pour la retraite, créations d'emplois liées à une augmentation du trafic aérien de 5 à 6% par an d'ici 1992. Rappelons que le

problème est posé depuis des années et que les contrôleurs n'en sont pas à leur première grève sur ce sujet. Rappelons, enfin, que le projet de transformation de la navigation aérienne en agence, donc revenant à une privatisation, a été retiré par les pouvoirs publics en disant que la sécurité devait rester du domaine public. Le personnel, à la suite de grèves, s'était exprimé largement contre ce projet lors d'un référendum des syndicats, non contesté par la direction de l'aviation civile.

Les pouvoirs publics mettent actuellement un préalable à toute conclusion : « que les agents acceptent d'écouler le trafic en heures supplémentaires ». Il y a donc un budget pour régler ce conflit (on ne sait pas si pour une heure supplémentaire, il sera compté une journée de travail complète selon la logique développée actuellement à l'Assemblée nationale).

De plus, le ministère s'évertue à vouloir régler le problème en donnant du fric : primes supplémentaires, heures supplémentaires. C'est justement ce type de rémunérations, non intégrées pour la retraite, qui est à l'origine de la grève. Celles-ci représentent aujourd'hui 43% en moyenne, suivant les catégories, de la rémunération. Les pouvoirs publics ont proposé que les personnels de la

navigation aérienne ne tombent plus sous le coup du statut de la fonction publique.

Les conséquences de la sortie du statut

Cette sortie du statut éviterait l'extension de cette revendication à l'ensemble des fonctionnaires et permettrait le retour de l'idée de privatisation. Les travailleurs et leurs organisations syndicales (S.N.C.T.A., C.F.D.T., C.G.T.) ont avancé un plan de 500 embauches pour les trois années à venir et une augmentation de 60 points d'indice pour tous, transformé en échelon d'ancienneté.

« (...) Il faut préparer le grand marché de 1992. L'Europe, voilà la solution (...) ». Le ministère des Transports orchestre la dérégulation et une politique de concurrence franco-française. Les conflits se multiplient dans les transports aériens car sous prétexte de réduire les coûts, les compagnies et les pouvoirs publics s'attaquent essentiellement aux coûts salariaux. Ce secteur créateur d'emplois est devenu un champ d'expériences pour les industriels européens.

Bien au-delà des « aiguilleurs du ciel », l'harmonisation sociale européenne a commencé.

Théo TRUCMAY

FIN de semaine chargée à Marseille où les manifs, meetings et fêtes se sont succédés à un rythme peu commun dans la cité des Phocéens.

Jeudi 11. Le parti communiste descend la Canebière en solo, rassemblant 4 000 personnes « contre Le Pen ». Devant les caméras de F.R.3., Guy Hermier prétend qu'un désaccord technique a rendu cette bande-à-part nécessaire. En fait, on les voit plus soucieux de cultiver une attitude sectariste afin de recoller les morceaux de leur électoral non moins sectaire. Le racisme se porte bien dans les quartiers nord, mais il est rouge...

Du côté des vedettes...

Vendredi 12. Krivine tient un « métingue » au grand amphi de la fac Saint-Charles. Que voilà une manœuvre plus fine : on appelle à la journée du 13, mais on fait sa pub à l'extérieur et la veille avant de la faire dans le cortège et le lendemain. Chèvre et chou s'en trouvent ménagés d'autant. On notera que le stand de bouffe et de boissons de la Ligue rue Reine-Catherine a cassé la baraque. Les caisses n'ont jamais dû être aussi pleines. Les mergeuz trotskystes ont un parfum de révolution qui a embaumé le Vieux-Port.

Samedi 13. A 15 h, rassemblement dans les quartiers et descente vers les Mobiles (haut de la

MARSEILLE
La semaine des quatre jours

Canebière), d'où le cortège partira à 17 h. Michel Pezet, en tête du peloton socialiste des prétendants à la mairie, a fait le tour des centres sociaux et autres maisons Léo-Lagrange afin de vérifier la participation de ses assujettis. Dont acte, puisque plus d'une centaine (!) d'associations et toutes les formations de gauche (y compris les rénovateurs du P.C.) seront représentées. En y ajoutant des délégations venues de très loin, le *Provençal* parlera de 25 000 personnes présentes. Les pontes du P.S. étaient à la tête du cortège, pour sûr, assortis de Krivine, Désir, Juquin et consorts... avant le concert du soir avec Jean-Jacques Goldman en tête d'affiche.

Les bistros fachos ont fermé de bonne heure ce soir-là sur les quais. Ils n'avaient pourtant rien à craindre des clients de la kermesse : les discours de la tribune s'étant bornés à de sirupeux éloges de la démocratie parlementaire et à l'agitation de symboles humanistes. Touchant, en effet, de voir se succéder sur la scène les sociaux, cathos, Désir, Krivine et juquinades à la pêche électorale. Le public semblait convaincu

qu'il suffisait d'une fête pour combattre le fascisme. Ce rassemblement aux seules vertus fraternelles et sympathiques n'a eu d'autre effet que de dédramatiser la montée lepénienne.

Actions d'auto-défense

C'est en entendant les mots de « *No Pasaran* » lancés à la tribune, que nous avons craqué : une poignée d'irréductibles composée du S.C.A.L.P. de Toulouse, du Comité anticraciste d'Apt, du groupe F.A., de leurs sympathisants et d'autres reprirent ensemble des slogans réclamant la mise au ban du Front national et le refus de lui allouer la moindre salle. Ils sont allés jusqu'à traiter les intervenants de « démagués », avant de se retirer pour éviter les affrontements avec les « démocrates » nombreux dans la foule. Ceci non sans appeler à une contre-manif active pour le lendemain.

Dimanche 14. Revoilà nos extrémistes qui se rassemblent à Castellane. Devant le peu de personnes présentes, il est décidé de fausser compagnie aux flics et de se réunir au centre social Belsunce. On organisera des patrouil-

les en bagnoles aux alentours du parc Chanot (lieu de la fête tricolore), une garde aux pieds de la fontaine du cours Belsunce et une permanence téléphonique. Tout ceci afin d'être prêts à réagir à toute velléité des lepénistes de renouveler les exploits du 4 avril où l'on a vu les ratonneurs à l'action lors du défilé sur la Cane-

bière en direction de la statue de Jeanne d'Arc. Aucun incident n'étant heureusement à signaler, le comité spontané s'est séparé tard dans la nuit avec le projet de la création d'un réseau de résistance permanent. Affaire à suivre et à construire...

PEUCHÈRE
(Gr. de Marseille)



DOMINIQUE LESTRAT
35^e jour de lutte

AU jour de la rédaction de cet article, Dominique Lestrat est à son 28^e jour de grève de la faim (cf. M.L. précédents). Celle-ci, commencée le 22 mai 1987 pour obtenir sa réintégration à l'hôpital de jour de Laon, suite au troisième licenciement que lui avait octroyé le 13 mai M. Imbert (directeur du C.H.S. de Prémontré, Aisne), continue malgré le boycott total de deux quotidiens locaux sur trois, malgré aussi la répression exercée sous la houlette de M. Dosière, maire socialiste de Laon, sur les activités du comité de soutien.

Une répression généralisée

Les employés municipaux passent leurs journées à décoller les affiches apposées en soutien à l'action de Dominique, la police municipale retire dix fois par jour le panneau se trouvant dans la rue principale de Laon, à la porte de la Maison des associations, où notre camarade de la Fédération anarchiste du groupe d'Anizy-le-Château mène sa grève de la faim.

Mais la collusion des autorités de tutelle (D.A.S.S. et préfecture), qui couvrent ainsi et cautionnent les abus de pouvoir du sieur Imbert, et des politiciens de bas étage qui flétrissent à qui mieux-mieux la notion de socialisme n'a fait à ce jour que renforcer les activités de la lutte.

A peine décollées, les affiches toujours renouvelées fleurissent de nouveaux murs. Il n'y a plus de permanence d'élus qui ne se tiennent sans la visite de membres du comité de soutien. Les notables sont-ils invités à une inauguration d'un centre commercial que des membres du comité de soutien y sont déjà, porteurs de panneaux dénonçant le scandale de Prémontré, distribuant des tracts du comité et du groupe local de la F.A.

F.R.3-Picardie est venue de nouveau pour couvrir l'événement. Le journaliste n'a pu rencontrer que le gréviste de la faim et le comité de soutien. Il a essuyé une fin de non-recevoir de la part du préfet et du directeur de l'hôpital psychiatrique de Prémontré. Le médecin hospitalier, réquisitionné par la préfecture et qui suit attentivement l'état de

santé de Dominique Lestrat, a été interdit d'antenne par le préfet. C'est dire la volonté de taire « l'affaire » et l'ampleur du soutien que reçoit Imbert.

Complicité des élus locaux

C'est dire, par la même occasion, la nécessité de la lutte entreprise par Dominique pour faire émerger la justice de ce lieu où administration et élus de tous bords se tiennent bien la main pour « casser » du travailleur. Il faut rappeler aussi qu'en 1981 une enquête de l'I.G.A.S.S. (Inspection générale de l'action sanitaire et sociale) avait mis à jour des pratiques peu orthodoxes dans la gestion du centre hospitalier de Prémontré, que le directeur de

l'administration de l'établissement, sont toujours sur la scène politique et ils ont pour le moins cautionné par leur silence la gestion frauduleuse de l'hôpital.

La publication de ce document en mettrait plus d'un dans une situation critique et les scandales politiques ne sont jamais bienvenus dans ces milieux de politiciens corrompus... il vaut donc mieux se taire pour eux et tant pis pour les travailleurs qui sont livrés à l'iniquité de ce nouveau despote.

Pour la dignité...

A l'hôpital de Prémontré, les salariés n'ont plus qu'à marcher la tête baissée dans l'attente espérée du départ de ce triste sire. Les syndicats font le mort et attendent des temps meilleurs, des temps où



l'époque avait même « été admis à faire valoir ses droits à la retraite ».

Ce rapport, même si des passages ont été cités dans le *Canard enchaîné* en 1984, n'a jamais été publié et c'est une arme de choix entre les mains de M. Imbert, nommé justement pour remettre de l'ordre après ce pillage du service public qui avait duré quelque trente ans. En effet, si le directeur de l'époque a été viré, l'administration est restée la même, les élus du département de droite et de gauche, qui en grand nombre se sont succédés dans les différents conseils

les agents hospitaliers pourront retrouver leur dignité de travailleurs.

Les lecteurs comprendront dans ce contexte les enjeux de la lutte de Dominique Lestrat. C'est la lutte du pot de fer contre le pot de terre. Mais c'est aussi la lutte de la justice contre l'injustice, de la lumière contre les ténèbres, de la vérité contre le mensonge, et dans cette lutte les militants anarchistes comme Dominique sont et seront toujours présents.

Gr. Anizy-le-Château

PRISON DE MAUZAC
Un alibi ou un démarrage

LES conditions de détention dans les prisons françaises ne sont pas glorieuses. Ce ne sont pas les 50 000 détenus qui les peuplent ou plutôt les surpeuplent, qui me démentiront. Les prisons sont une des plaies honteuses de la société française... Pour nous le rappeler, la Ligue des droits de l'homme organisait jeudi 18 juin 1987 une présentation du film tourné par Carole Roussopoulos de Vidéo-Out, sur l'expérience récente de Mauzac.

Dans cette commune de Dordogne, Robert Badinter a fait bâtir en 1985 une prison pas comme les autres, inspirée des modèles américains et scandinaves. Depuis deux ans, deux cent cinquante détenus vivent une vie « normale » : travaux dans les champs et les ateliers, loisirs, intimité préservée dans des cellules individuelles munies d'un confort décent. Le film tourné par Vidéo-Out montre les aspects positifs indéniables de cette initiative : maintien des détenus dans le statut d'humains à part entière, à l'exclusion de la punition qui se « limite » à la privation de liberté.

On pourrait se lancer dans un discours monotone sur le monde carcéral pour démystifier ce genre d'initiatives. Ne jouons pas les esprits chagrins. Il est vrai que ce film n'aborde pas toutes les questions en suspens : va-t-on voir en France des Mauzac pour les 49 750 autres détenus, et si on se préoccupait d'éliminer les sources de la « délinquance », et si, à très court terme, on se décidait à se lancer dans une vaste application des peines de substitution ?

Je pense que le bon Kropotkine, qui en 1882 avait persuadé le directeur de la prison de Clairvaux de le laisser, lui et ses co-détenus, transformer la cour de la centrale en jardin potager, n'aurait pas été hostile à ce genre de projet. De la capacité de la société française à généraliser cette nouvelle approche du monde pénitentiaire dépendra le jugement définitif que nous pourrons porter sur elle.

Yves PEYRAUT

Dans le dernier numéro du « Monde libertaire », des problèmes techniques de communication ont abouti à la publication de motions tronquées, en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie et le syndicalisme. Nous espérons que les lecteurs du M.L. ne nous en tiendront pas rigueur. Pour corriger ces erreurs, nous présentons ci-dessous l'intégralité de ces motions adoptées par le 43^e congrès de la Fédération anarchiste.

Comité de rédaction



Motion sur le syndicalisme

Tour d'horizon de la situation sociale

La fameuse crise du syndicalisme dont tout le monde parle ne semble pas avoir incité les diverses confédérations à changer d'attitude.

Suspecte d'alignement gouvernemental jusqu'en 1983, la C.G.T. a ensuite tenté de redorer son blason avec le retour à une ligne revendicative dure qui n'est en fait que le reflet fidèle de l'évolution du Parti communiste français. Si elle semble effectivement bénéficier d'un léger regain de popularité chez les travailleurs, comme en témoignent les dernières élections professionnelles, elle n'a pas pour autant réussi à briser l'image de syndicat courroie de transmission et n'a pas enrayer la chute du nombre de ses adhérents.

La C.F.D.T. poursuit plus que jamais dans la voie de ce qu'elle appelle l'« adaptation » qui la mène, après avoir joué le calme social sous la gauche, à se retrouver piégée par sa volonté modératrice entre un pouvoir qui frappe de plus en plus fort et une base de moins en moins convaincue. Considérée à juste titre comme le syndicat le plus engagé dans la collaboration gouvernementale sous la gauche, elle est la grande perdante de la période récente et voit décroître son influence après avoir rêvé de dépasser la C.G.T.

Force ouvrière poursuit tranquillement sa route entre la recherche d'un consensus social largement mis à mal par la dévalorisation de la politique contractuelle et les fréquents appels incantatoires à la raison pour éviter l'explosion sociale. Mais les sonneurs de tocsin évitent toujours de se lancer dans une bataille dont ils n'ont pas la volonté.

Quant à la F.E.N., elle se sent particulièrement menacée dans son existence, après la mise en cause du « Yalta syndical » de 1947, avec la création de syndicats F.O. dans l'enseignement. Cette nouvelle situation a poussé certains de ses dirigeants à engager dans le plus grand secret une réflexion sur l'avenir de la F.E.N., qui envisage sa transformation en une confédération de la fonction publique qui pourrait à l'occasion rassembler de larges fractions de F.O. et de la C.F.D.T., autour de quelques syndicats très puissants (impôts, police, etc.).

Cette manœuvre cherche vainement à se parer des vertus de l'unité. Les anarcho-syndicalistes ne peuvent se retrouver dans cette stratégie.

La création de la confédération paysanne en mars-avril est regardée avec beaucoup d'intérêt dans la mesure où celle-ci pourra forger un outil syndical des travailleurs de la terre pour lutter contre le lobby syndicalo-patronal de la

F.N.S.E.A., l'exploitation des firmes agro-alimentaires et la dégradation de l'espace rural. Pour nous, son refus de l'intégration à l'Etat et de la cogestion économique, son indépendance vis-à-vis des forces politiques et religieuses sont indispensables à la réalisation de ces objectifs.

Parmi les anarcho-syndicalistes de la F.A., certains militants, en fonction des réalités locales, ont choisi de rejoindre la C.N.T.F., en pensant qu'il n'y a aucun moyen d'action dans les centrales syndicales de masse. Cette attitude, après les derniers mouvements sociaux, tend à se développer.

La situation revendicative

Les conflits sociaux de l'hiver ont remis en cause bien des certitudes. En premier lieu, le consensus social qui tendait à se renforcer sous les gouvernements de gauche ne paraissait pas pouvoir être remis en question facilement, tant la politique sociale de la droite pouvait apparaître dans une certaine continuité, aussi bien sous l'aspect du recul du pouvoir d'achat des salariés que dans le domaine des attaques répétées contre la législation du travail. La diminution des mouvements de grève (moins de 1 million de journées de travail perdues en 1986, le niveau le plus bas depuis vingt ans) était analysé souvent comme le signe d'une évolution irréversible, tant par les dirigeants politiques que par certains syndicalistes.

Les mouvements sociaux récents ont donc montré que rien n'est irréversible et que l'esprit de révolte peut ressurgir au moment où on s'y attend le moins. Tous ceux qui élaboraient des théories douteuses sur la montée de l'individualisme social et la fin des grandes actions collectives et sur la nécessité de s'adapter à cette nouvelle réalité en sont donc pour leurs frais.

Il serait néanmoins prématuré de conclure à une remontée inexorable des luttes sociales, tant les aspects des mouvements récents sont parfois contradictoires. La longue grève des cheminots, tout comme la grève à la R.A.T.P., a révélé le côté corporatiste de certaines revendications très mobilisatrices. La volonté d'agir en dehors des confédérations syndicales procédait certes d'un souci légitime de ne pas se faire récupérer par des appareils largement discrédités et de maintenir l'unité la plus large à la base, mais cette attitude n'est sans doute pas étrangère à ces réflexes corporatistes qui ont souvent mené, par exemple, à refuser une extension du mouvement à d'autres secteurs d'activités par peur de voir les revendications spécifiques à une catégorie bien précise noyées dans la masse.

Les récentes formes de luttes présentent des aspects intéressants : le refus de la passivité et le souci unitaire en sont deux exem-

ples, ainsi que l'organisation de coordinations nationales pour assurer la cohésion du mouvement. La résurgence de ces méthodes de luttes, qui s'apparentent fortement à l'idée de l'action directe que nous défendons, laisse entrevoir de larges possibilités de développer notre point de vue dans toutes les luttes sociales à venir.

Cela s'est vérifié au travers de la lutte engagée par les instituteurs sur un thème nettement anti-autoritaire. Le fait que le S.N.I. ait eu toutes les peines du monde à enterrer le mouvement ne peut que confirmer cette analyse. Il existe aujourd'hui une volonté de lutte sur des sujets aussi variés que les salaires, les rapports hiérarchiques dans le travail et la sauvegarde de la protection sociale. Il existe également des attaques du gouvernement pour démanteler les conventions collectives nationales et le statut de la fonction publique qui peuvent déboucher sur des mouvements importants.

Le rôle des anarcho-syndicalistes

Le débordement des confédérations syndicales ne doit cependant pas être analysé à la légère. Elles ont payé à la tribune de leur passivité antérieure et de leurs refus d'action unitaire. Les travailleurs ne leur ont pas pardonné de continuer à faire passer leurs intérêts de boutique, qui s'apparentent trop souvent aux intérêts des fractions politiques, avant les intérêts des travailleurs dont elles sont sensées être l'expression ; mais ils n'ont pas pour autant condamné ces organisations en ne remettant pas en cause la nécessité de leur existence.

• Pour l'action directe. Les anarcho-syndicalistes continueront à développer cette idée qui ne signifie rien d'autre que la nécessité pour les travailleurs de décider eux-mêmes des actions qu'ils entendent mener et de la façon dont ils entendent les conduire à leur terme. Dans ce sens, les

anarcho-syndicalistes ne peuvent que se faire les interprètes du souci d'unité des travailleurs, aussi bien en développant ce thème dans leurs organisations syndicales respectives qu'en favorisant, chaque fois que la situation s'y prête, la mise en place de coordinations de lutte pour peu que ces structures répondent à une réelle volonté unitaire, de refus de toutes manipulations extérieures et qu'elles n'agissent pas à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs.

• Pour l'indépendance totale des organisations syndicales à l'égard des partis politiques, des Eglises, de l'Etat et du patronat. En agissant ainsi, les anarcho-syndicalistes ont conscience de contribuer à redonner aux travailleurs des outils de lutte permanents dont ils ont besoin.

• Pour le fédéralisme, aussi bien au sein des organisations syndicales que des coordinations de lutte. Le respect de l'autonomie des structures de base, garant du pluralisme le plus large, constitue le meilleur moyen d'avancer dans le sens du renforcement de l'auto-organisation des travailleurs.

Conclusion

Quelle que soit l'organisation syndicale dans laquelle nous militons, nous devons essayer de développer les pratiques et les propositions anarcho-syndicalistes et ne pas jouer le jeu des appareils syndicaux.

Il faut rompre avec l'attitude de repli sur la seule défense des acquis qui conduit à une succession de défaites. Certaines revendications immédiates, telle la réduction massive du temps de travail sans réduction de salaire, liées à des augmentations anti-hiérarchiques permettent de développer des mobilisations offensives. Le projet de société anarchiste sert de guide à la pratique et aux propositions des anarcho-syndicalistes sur leurs lieux de travail.

Fédération anarchiste

MANIFESTATION A PARIS Pour un avenir sans nucléaire

Le nucléaire ou plutôt l'antinucléaire était à l'ordre du jour samedi 20 juin dans les rues de Paris, lors de la manifestation appelée par le Réseau pour un avenir sans nucléaire. Dix mille personnes, venant de toute la France, appuyées par des délégations étrangères, sont venues manifester contre cette industrie de tous les dangers.

Après Tchernobyl, il n'est plus à nier que l'industrie de l'atome est dangereuse, que les accidents peuvent arriver contrairement à ce qu'on pu dire les scientifiques. Les arguments contre le nucléaire ne s'arrêtent pas seulement à cet état de fait : danger policier, militaire, économique, que les lecteurs du Monde libertaire connaissent bien. Le nucléaire répond à une logique : produire plus pour consommer plus. Le « tout électrique » répond à ce dilemme libéral, qui profite à une minorité de marchands pour qui le nucléaire est une source de profit important.

La Fédération anarchiste appelle à cette manifestation pour un avenir sans nucléaire, dénonçant le nucléaire des centrales comme celui des missiles. Pour les anarchistes, lutter contre le nucléaire signifie lut-

ter contre un système économique et politique qui profite à une minorité en mettant en danger les populations, tout en promouvant un système plus rationnel basé sur les besoins réels des individus, une production qui se doit d'être au service de la consommation et non le contraire.

La Fédération anarchiste remercie le millier de personnes qui manifestaient avec nous et nous saluons les comités régionaux et internationaux du réseau, qui furent le tronc de cette manifestation (boycottée par la presse et concurrencée par le rassemblement de S.O.S.-Racisme... et la météo), sans oublier les organisations présentes telles que la C.N.T.F., l'U.P.F., S.O.S.-Tahiti.

Cette manifestation du 20 juin marquait la renaissance d'un mouvement antinucléaire, même si pour un ensemble de partis politiques présents cette journée était une passerelle en direction de la prochaine farce électorale. La lutte antinucléaire doit continuer et se renforcer, en écartant les tentatives politiques de récupérer un tel mouvement. Restons vigilants !

L.D.

Motion sur la Nouvelle-Calédonie

La Fédération anarchiste réaffirme son attachement indéfectible à la lutte des individus pour leur émancipation économique, politique et sociale.

A ce titre la Fédération anarchiste, réunie en son 43^e congrès, soutient la lutte anticolonialiste et anticapitaliste de tous les opprimés de Nouvelle-Calédonie. En particulier, devant la farce politique que sera le référendum : dictature de la majorité sur la minorité, face aux interventions des groupes d'extrême droite, face à la militarisation et à la nucléarisation du Pacifique.

La Fédération anarchiste appelle à une solidarité active envers toute action visant à la suppression de tous pouvoirs, et au développement des structures de gestion directe et fédéralistes.

Fédération anarchiste

AINSI le Théâtre de grande instance de Lille met à l'affiche notre camarade Eric Hébert pour sa représentation en après-midi (14 h), le 1^{er} juillet. Le spectacle (son et lumière) sera certainement de qualité : comédiens nombreux et en costume d'époque sur la scène de la 6^e chambre, prestation d'un chansonnier (Léo Campion, témoin), un jeune premier et quelques autres personnages non moins importants...

Mais des animations sont également prévues à l'extérieur, pour maintenir l'ambiance parmi les nombreux spectateurs

qui n'auront pu assister à cette « générale ». Nous ne pouvons donc qu'encourager les amateurs de mise en scène originale à venir applaudir le juge Barrois pour sa prestation (envoyez-lui un télégramme le jour-même).

Allons, soyons sérieux, malgré le comique inhérent à toute représentation de la justice bourgeoise... ce jour-là, il s'agira de la liberté d'Eric, militant de la Fédération anarchiste et pacifiste, qui en tant qu'insoumis risque de 10 à 15 mois de prison ferme. Le soutien, national et international, est impor-

tant : profitons de ce procès pour marquer des points par rapport à la répression militariste. Une mobilisation importante (1) à Lille, le 1^{er} juillet, peut permettre de glisser quelques grains de sable dans l'engrenage. Sachons en profiter !

Georges HOST

(1) Un départ en car est prévu de Paris, pour réserver votre place il faut téléphoner à la librairie du Monde libertaire le plus tôt possible (16.1) 48.05.34.08).

ÉRIC HÉBERT

Procès d'un réfractaire à Lille

DEPUIS plus de deux mois, je suis prisonnier d'opinion et otage de l'armée française. Je suis incarcéré à la maison d'arrêt de Loos depuis le 10 avril pour avoir refusé de marcher au pas et d'apprendre à tuer.

Je passe en procès le 1^{er} juillet, et j'en profiterai pour expliquer pourquoi je suis devenu un réfractaire à l'armée. Risquant 15 mois ferme pour ce délit d'opinion, il sera nécessaire d'adresser des messages de soutien au président du tribunal et de venir à l'audience (1).

De l'autre côté

Depuis ma dernière lettre publiée par le *Monde libertaire* du 7 mai, mon univers carcéral a quelque peu changé. Depuis le 16 mai, je suis dans la cellule 20, au rez-de-chaussée, ce qui m'a empêché de voir l'action de soutien des copains de Lille près de la maison d'arrêt. Je suis maintenant en compagnie de Claude, dit le « Marseillais », inculpé de plusieurs vols de voitures, en préventive depuis plus de huit mois, intéressé par les idées de la secte « Les témoins de Jéhovah », et de Fabrice, dit le « Savoyard », ici pour avoir été en possession de 300 grammes de hashish, en détention depuis un mois.

Il serait faux de dire que l'entente est parfaite mais, malgré tout, nous nous supportons. Fabrice et moi-même passons la journée essentiellement à lire, alors que le « Marseillais » se contente de se « reposer les yeux » (étonnant, non ?). Nous

prenons certaines précautions en ce qui concerne l'hygiène, car nous sommes à proximité des poubelles et, outre l'odeur, nous pensons qu'il est préférable de laver la cellule au moins deux fois par jour. Nous-mêmes, nous nous lavons les mains, le visage, plusieurs fois dans la journée.

Nous n'avons que deux douches par semaine, après le S.I.D.A., la peste serait-elle de retour dans les prisons ? Le soir, nous avons le « loisir » de voir (dehors) une multitude de rats cherchant quelque nourriture, et certains seraient peut-être tentés de nous rendre une petite visite de courtoisie en passant par le tuyau d'évacuation des W.C. (c'est, hélas !, arrivé dans certaines cellules).

Le quotidien de la prison

Les journées s'écoulent assez vite, et même si je ne peux plus écouter la radio — elle appartenait au copain de la 459 —, j'arrive à m'occuper en lisant. Je viens de finir l'excellent ouvrage de Gaston Leval, *L'Espagne libertaire, 36-39*, je reçois en plus de ceux prêtés par les camarades de Lille, trois livres de la bibliothèque de la prison par semaine.

Il n'en reste pas moins vrai que certains livres et revues envoyés m'ont été censurés, comme *Une soupe aux herbes sauvages* d'Emilie Carles et des fanzines anarcho-punk comme *On a faim !*. Il est donc préférable de transmettre toute lecture

au comité de soutien de Lille, qui se fera un plaisir de me les remettre par l'intermédiaire du parloir.



Je ne reviendrai pas sur les difficultés de vivre dans le milieu carcéral, j'en ai quelque peu parlé dans ma dernière lettre, je signalerai tout de même que certains détenus « préfèrent » la mort que de les supporter, comme celui qui s'est pendu (âgé de 23 ans) le 17 mai, décédé par manque de soins.

Chaque semaine, il y a des tentatives de suicide, des grèves de la faim et de la soif pour dénoncer l'emprisonnement, il est dommage que celles-ci soient isolées, mais il

n'est pas impossible qu'un jour cela devienne une révolte collective. Voilà plus de deux mois que je suis privé de liberté, et prochainement je dois comparaître au tribunal pour délit d'insoumission et de refus d'obéissance.

Le dossier est bouclé...

Le 13 mai, le juge d'instruction Faure m'auditionne, il me demande des précisions sur le pourquoi de mon refus du service militaire et sur mes idées politiques — visiblement le dossier l'impressionne par son côté politique, il me montre les nombreuses lettres de soutien reçues, mais refuse de me libérer arguant que l'armée serait bien capable de me réincorporer, créant de nouveau un refus d'obéissance. Quelques jours après, le dossier est bouclé et transmis au parquet qui doit me citer bientôt un tribunal pour comparaître.

Je profiterai de cette occasion pour montrer, en tant que militant anarchiste et pacifiste, que je combats l'armée qui est un des outils de l'Etat permettant la soumission et la destruction de l'individu, et qu'il m'est légitime de refuser la conscription. Que ce soit par le service civil ou par le service militaire, il s'agit pour l'Etat de faire plier, de

désresponsabiliser l'individu. En tant que militant anarchiste, je lutte pour la destruction de l'Etat et de ce système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, pour construire un monde nouveau régit par les principes de liberté (comme l'ont expérimenté nos camarades espagnols en 1936-1939).

Je revendique donc mon insoumission comme étant un acte cohérent lié à mes idées politiques. Par contre, je récusé le délit de « refus d'obéissance » que les autorités militaires m'ont imposé, en tant qu'insoumis à l'armée il est évident que je ne pouvais pas refuser le port de l'uniforme. Il s'agit visiblement d'un acharnement de la part des militaires. Nous allons leur montrer ce que nous pensons de cette audience et envoyer des messages de soutien au président Barrois de la 6^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Lille, pour dénoncer ce « délit d'opinion », tout en gardant à l'esprit que la justice actuelle est aussi un outil de répression aux mains de l'Etat et du système capitaliste.

ÉRIC HÉBERT

(1) Président du tribunal de la 6^e chambre correctionnelle de Lille, 59000 Lille (audience d'Eric Hébert, le 1^{er} juillet, à 14 heures).

**ÉRIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL
PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE
DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 78 JOURS**

VENTES D'ARMES

Bain de sang au Bourget

LE vent tourne, la majorité change, les gouvernements se succèdent, mais les ventes d'armes continuent. Tout le monde n'est pas d'accord, en témoigne une certaine inauguration le dimanche 14 juin en après-midi du 37^e Salon de l'aéronautique et de l'espace au Bourget.

Des taches sur les avions de combat

Les manifestants de la C.O.V.A. (1) n'avaient pas tout à fait le profil des promeneurs venus en famille admirer et caresser les hélicoptères, chars et missiles. Et encore moins l'allure d'hommes affairés à négocier les contrats d'armes de l'an 2000. La preuve en fut qu'avant même le début de la première action, à l'entrée du salon, à côté du Mirage 2000, certains d'entre eux étaient déjà filés et les banderoles confisquées !

Mais les autorités militaires et civiles avaient mal fait leur travail, car elles n'étaient pas informées de la suite des événements. Comme d'ailleurs, ce qui est plus regrettable, les médias qui n'ont relaté que la première partie (ex. : Antenne 2, *Libération*...).

Les stands des établissements Dassault, S.N.I.A.S., Aérospatiale, Thomson ont été envahis par des manifestants barbouillés de sang, allongés par terre pour

simuler des cadavres. Une cassette d'interviews a été réalisée dans les allées du salon et sera bientôt disponible. Les participants étaient venus d'Agen, de Paris, de Montargis, de Saintes, de Mulhouse, de Taverny... et sur leurs banderoles, on pouvait lire : « Les ventes d'armes, moi j'arrête », « Nos armes tuent ! », « La France vend des armes, bonjour les larmes », « La technologie française, ça éclabousse ! », « Les ventes d'armes, pire que le S.I.D.A. ». Ce dernier slogan fut très critiqué car peut-on faire cet amalgame, cette hiérarchie dans la gravité des problèmes ?

Protester contre les ventes d'armes

Ils furent 150 à être interpellés par les forces de l'ordre, qui se sont donc retrouvés répartis dans différents commissariats de la région... pour les quatre heures réglementaires. Aujourd'hui, nous ne savons toujours pas s'il y aura des poursuites pour dégradation de matériels publics (des taches rouges sur deux avions !). C'est incroyable, comme si la vue du sang sur des engins militaires était étrange.

Les manifestants ont ainsi protesté de façon spectaculaire pour dénoncer les exportations d'armes et en priorité celles à destination du

tiers monde, et pour la création d'une commission parlementaire devant laquelle seraient soumis tous les contrats d'exportation d'armes avant leur signature (pour briser le confidentiel-défense). Revendications très prudentes, minimum, car bon nombre d'individus de la C.O.V.A. approuvaient les ventes d'armes à un pays comme le Nicaragua et pour soutenir les luttes de libération nationale.

Un terrain d'entente a été trouvé, mais il est évident que nous, anarchistes, sommes résolument opposés à toute vente d'armes à des Etats, contrôlés ou non par le Parlement. Sans oublier que les ventes d'armes ne sont que la partie immergée de l'iceberg militariste. Nous ne devons pas perdre de vue que c'est l'Etat et ses volontés bellicistes que nous voulons supprimer.

ELIANE

(1) C.O.V.A. : Campagne d'opposition aux ventes d'armes, collectif de 50 associations (tiers-mondistes, antimilitaristes, non-violentes, humanitaires) et de 70 personnalités (écrivains, scientifiques, syndicalistes, religieuses et laïques). Adresse : C.O.V.A., 18, rue Victor-Massé, 75009 Paris (tél. : [16.1] 39.95.68.20).

Pour plus d'infos : Les ventes d'armes de la France, éditions *Avis de Recherche*, 320 pp., 177 F.

SOUTIEN A ÉRIC HÉBERT

L'enfer du Nord

IL s'agit plutôt d'enfermement en ce qui concerne Eric Hébert, insoumis total, emprisonné à la Maison d'arrêt de Loos-lès-Lille depuis le 9 avril 1987. Eric passera devant les tribunaux le 1^{er} juillet et il importe d'être nombreux ce jour-là pour affirmer notre soutien. La liberté d'opinion est un droit non acquis pour lequel il faut malheureusement encore se battre.

En attendant, les différents comités de soutien qui se sont rencontrés et coordonnés lors du congrès de la Fédération anarchiste multiplient leurs actions pour populariser la lutte d'Eric : collages massifs, diffusions de tracts, ventes et envois de cartes postales (1), recueils de signatures et du soutien de personnalités, de syndicats, etc. (2)

Il s'agissait bien d'enfer climatique en ce samedi 13 juin après-midi à Lille, où une vingtaine de personnes (pancarte au dos) diffusaient des tracts appelant à une réunion-débat sur l'antimilitarisme pour le jeudi 18 juin. Une banderole, où l'on pouvait lire : « Libérez Eric Hébert », avait été déployée sur la Grand-Place. Ce ne fut pas elle qui déranga les policiers intervenus bien rapidement, mais la diffusion de tracts, interdite en cette zone piétonne. Mais nous étions trop nombreux et nous continuâmes malgré les intimidations des pandores (menaces d'amendes allant jusqu'à 2 500 F par personne).

Outre les actions locales, les comités de soutien ont décidé de se retrouver lors de la manifestation européenne antinucléaire du 20 juin autour d'une banderole réclamant la libération d'Eric. Il nous a paru intéressant de profiter de ce rassemblement « militant » pour recueillir d'autres signatures et informer les antinucléaires européens de la lutte antimilitariste en France. S'il n'est pas évident que les antinucléaires se retrouvent dans l'antiracisme « bon teint » de S.O.S.-Racisme (voir le concert de samedi soir), il faut espérer qu'ils se retrouvent dans l'antimilitarisme et crient avec nous : « Pas de nucléaire, ni civil ni militaire ! ».

Comité de soutien lillois (3)

(1) Matériel disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris et auprès des différents comités de soutien.

(2) Il importe d'envoyer rapidement les originaux des pétitions signées à l'un des comités de soutien pour les joindre au dossier.

(3) Le comité de soutien lillois à Eric Hébert est constitué des organisations suivantes : F.A., U.P.F., S.C.I., G.L.L.O.C., C.R.A.F.A.R., « Otages », R.E.S.O., Frères des Hommes. Cette liste n'est évidemment pas close, des contacts sont en cours avec d'autres organisations.

EN Andalousie, l'énorme chantier naval de Puerto Real, à quelques kilomètres de Cadix, représente à lui seul l'essentiel de la vie économique de la cité ainsi que de la province.

Depuis janvier 1987, chaque mardi le chantier naval est occupé et tous les jeudis Puerto Real est une ville morte. A chaque fois, la police intervient très violemment lors des manifestations. Tous sont mobilisés dans la lutte. Depuis le 26 mars, les assemblées générales se tiennent en plein centre ville, sur la Plaza Jesús le plus souvent. Des affrontements violents avec la police suivent et la ville, toute la nuit, semble être le

siège d'une guérilla urbaine (balles en caoutchouc, cocktails molotov...)

Les causes du conflit

Comme en France, les chantiers navals espagnols subissent des reconversions. Un décret de décembre 1983 prévoit la suppression de 16 000 postes. A Puerto Real, un accord avec



ESPAGNE

Puerto Real : la lutte

l'U.G.T. est signé sur la base du licenciement de 2 000 personnes. Les Commissions ouvrières et la C.N.T.-A.I.T. luttent déjà très durement contre la reconversion. D'autres chantiers navals, aux Asturies, au Pays basque et en Catalogne sont mobilisés.

A l'époque, Pèpé Gomez, secrétaire de la section syndicale C.N.T. de Puerto Real disait qu'il fallait associer tous les secteurs « en crise » ou « reconvertis » dans une action globale, seule susceptible de faire reculer le gouvernement. L'union et la solidarité, les Commissions ouvrières (communistes) ont vendu, au travers de pactes sociaux successifs, les luttes revendicatives pour quelques milliers de pesetas, ce qui leur a permis d'avoir leurs bureaucrates.

La lutte paye

Après des mois de luttes violentes, fin mai, des négociations sérieuses ont été ouvertes avec tous les partis en présence. Côté patron : l'Institut national de l'industrialisation, gérant tout le secteur nationalisé espagnol ; les responsables du travail et de

l'industrie d'Andalousie ; la direction de l'entreprise. Côté salariés : les confédérations (U.G.T., C.C.O.O., et C.N.T.-A.I.T.) ; le comité d'entreprise, et les représentants de la section syndicale C.N.T.

Cette situation paradoxale montre, à elle seule, la puissance de la C.N.T. dans ce conflit. L'ultime tentative de la direction, le lock-out du 26 mai, a fait 60 blessés sérieux en une nuit d'émeute. Si l'essentiel n'a pas été obtenu, beaucoup de revendications partielles ont abouti.

La stratégie anarcho-syndicaliste a montré sa force. Le thème de la reconversion a été remis à l'ordre du jour en Espagne. La mobilisation radicale de milliers de gens ne s'obtient pas par hasard. De nombreux militants de la C.N.T. ont été blessés. Les militants arrêtés furent tabassés. D'après *El País*, Pèpé Gomez détient le record de coups reçus. Il est en outre en liberté sous caution (60 000 F) et il risque un an de prison. Sur les neuf procès engagés contre les salariés de l'entreprise, 8 concernent des militants de la C.N.T.

ALAIN
(Syndicat
des transports C.N.T.F.)

D'après des informations de la C.N.T.-A.I.T.

BERLIN

Le Mur, la rue et la vitre pareballe

MONSIEUR Reagan, représentant américain du jet-set de la politique, a atterri sur le sol berlinois, pour s'y heurter à la politique-piéton, celle qui se pratique dans la rue.

Cette visite a démontré, d'une façon aussi spectaculaire qu'exemplaire, l'abîme infranchissable entre la « grande politique », légale et puissante, et celle de la base, niée et criminalisée. Ainsi le disait le chancelier Kohl, manifestant sa conception de la démocratie : « Je ne céderai pas à la rue ! ».

La rue et le Mur

Cette visite a montré deux faces si opposées de la conception politique (et de la vie) qu'une rencontre, un soupçon de compréhension réciproque n'était même plus imaginable. Seule ligne-frontière où se timent les deux mondes : les forces de l'« ordre », une gigantesque mobilisation d'uniformes (non inflammables !) et d'armes, 10 000

hommes au total entrainés comme pour une guerre civile.

Depuis les récents événements berlinois — doit-on dire avertissements ? — la presse internationale patage, dénotée, « L'inattendu » éclatait dans la nuit du 1^{er} mai (voir M.L. du 14 mai et du 11 juin) : une nuit de batailles violentes avec barricades, blessés et une grande surface, « Bolle », incendiée.

Le deuxième événement se produisit de l'autre côté du Mur. Là, où l'avenue du 17-Juin traverse les jardins du Tiergarten pour déboucher au Reichskanzlerplatz, vaste place face à l'ancien Parlement, juste à côté de la Porte de Brandebourg. La ville se coupe en deux, ici, depuis maintenant 26 ans et c'est là aussi que les grands concerts en plein air ont lieu... du côté ouest. Ce sont des soirées de fêtes inoubliables et après ce week-end du 8 juin, 60 000 personnes y étaient rassemblées, assises par terre, autour de petits feux, chantant, discutant,

révêtant, bougeant, se saoulant de musique et d'une ambiance d'amitié. La grande rencontre de la rue, au rythme du rock : David Bowie et les Eurythmics.

De l'autre côté du Mur, à quelques mètres seulement, une foule frustrée de jeunes, la plupart du quartier populaire de Prenzlau, réclama violemment sa place dans la fête : « Le Mur est trop con ! On en a marre ! ». Aucune satisfaction ne fut donnée à cette réclamation, pourtant de simple bon sens, à part la réponse des coups de matraque et des arrestations.

La visite de Reagan

Le troisième événement fut la visite de M. Reagan, de sa femme, de ses courtisans de Bonn, sous prétexte du 75^e anniversaire de Berlin. La rue ne les avait pas invités, car elle ne les compte pas parmi ses copains. Mais cette fois-ci, la rue n'agissait pas spontanément. Les « anti-Berlinois » (1) avaient préparé l'anti-visite.

Cent trente organisations avaient appelé à des manifestations contre Reagan et sa politique : la liste alternative « AL » aussi bien que des groupes pacifistes de quartier, divers groupes politiques et tiers-mondistes. Des autonomes avaient afflué de partout, malgré les sévères contrôles aux frontières.

On connaît la suite, y compris les barricades, les blessés et l'encerclement, entre autres, d'une centaine de manifestants dans la Tauentzienstrasse, pendant quatre heures et demi par la police (technique déjà appliquée à Hambourg). Alors, simplement une question de jeunes un peu trop excités, mais apolitiques et « sans sensibilité politique » ?

Le magazine *Spiegel*, plus méfiant peut-être, avait, il y a déjà quelques mois, publié une interview de quatre « jeunes » autonomes (ils doivent forcément être jeunes, donc inconscients, bien que l'un d'entre eux, Clara, ait 34 ans...). Les questions étaient posées d'une manière dédaigneuse et moralisante, cherchant à montrer aux lecteurs qu'ils s'agissait bien de terroristes en herbe, de « streetfighters », qui cassent tout... par goût de la bagarre. C'est facile !

Néanmoins, les réponses étaient simples — aussi simples que les protestations des mélomanes frustrés de Prenzlau : « Nous devons lutter contre les technologies hostiles à l'humanité. La militarisation doit être arrêtée, l'O.T.A.N. supprimé (...) Tous les partis sont à vendre (...), les Verts aussi ne cherchent qu'à capter les voix des électeurs (...). Le système, on peut seulement le supprimer, si on s'attaque aux structures économiques et cela n'est possible que si les gens boycottent massivement et collectivement ce système (...). L'Etat, lui aussi, pratique la violence contre nous. Ainsi les centrales nucléaires sont une violence... ». Pour résumer : « J'ai le choix : ou je me laisse pacifique-

Comme si c'était le moment d'une analyse d'un malin profond, du rejet de l'« américain way of life ». Mais pas plus que Reagan, la rue ne réclamait Gorbatchev en tant que sauveur. Car la rue « apolitique » en a manifestement assez d'être sauvée à son insu et sans son avis.

Le gouffre béant entre « officiels » et autres, mur infranchissable : Reagan d'un côté avec son public trié, endimanché, lisse et uni de petits drapeaux américains, offerts par la presse Springer, séparés d'au moins trois kilomètres par des barrages et des haies de policiers du « peuple ». Dans son dos, le Mur réel, en briques et en béton, avec l'indifférence derrière. Devant lui, une vitre pareballe, l'encadrant



ment « irradier » et « bétonner » sans bouger... ou je me révolte et je dois accepter que l'Etat s'arme contre moi, essaie de me contrôler et de me mettre en tôle. »

Après cela, ces jeunes et moins jeunes qui sont dans la rue, quand Reagan descend du ciel berlinois ? Ces jours-ci, deux réalités se sont déroulées parallèlement. Celle de la rue, commentée avec plus ou moins de dédain par la presse. Du bout des lèvres, on mentionnait les raisons éventuelles de cet éclat : que des manifestants dénonçaient « pêle-mêle » l'intervention américaine au Nicaragua, la Guerre des Etoiles et la mise en état d'alerte de l'« U.S.-Navy » dans le Golfe.

comme un écran de télé, lui ôtant également tout espoir de contact concret et réel. Son spectacle, pour une fois, fut un bidon. Qu'importe ! La vérité est que le monde bouge, ailleurs. Là, où il n'a pas accès : dans la rue (2).

DAGMAR

(1) Dénomination officielle des participants à la nuit d'émeute du 1^{er} mai.
(2) Le même week-end des incidents du Mur, de violents incidents ont eu lieu à Frybourg, des incidents comme on n'en avait pas vécus, ici, depuis l'époque des squats en 1981. La police était totalement surprise et, à la mairie de Frybourg, on parle d'une énigme...



NICARAGUA

Sandinisme et problème indien

DÉCEMBRE 1980, l'armée nicaraguayenne déplace précipitamment près de 10 000 indiens des côtes du Rio Coco, à la frontière hondurienne. Les dissensions entre Managua et la Côte Atlantique prennent alors une dimension internationale sous l'impulsion de la propagande américaine. Après un conflit généralisé dans les années suivantes, la situation s'améliore aujourd'hui avec la mise en place de gouvernements autonomes dans les régions de l'Est du pays. Le langage sandiniste a suivi, quant à lui, l'évolution du processus de paix entamé par Managua.

« (...) une et indivisible (...) »

Dès le début du conflit, la position sandiniste révéla son langage centraliste, jacobin, sa volonté d'instaurer la République, et sa volonté de préserver l'unité nationale, thèmes chers à Bolivar. Ce qui revenait à nier l'histoire même du pays, c'est-à-dire le développement parallèle de deux civilisations distinctes : indienne et hispanique. Le F.S.L.N. refusait de reconnaître tout statut politique particulier à la Côte-Est et s'en tenait aux grands thèmes « intégrité du territoire », « défense de la souveraineté », etc.

Une telle attitude fut officialisée le 12 août 1981 par la déclaration de « Principes de la révolution sandiniste sur les communautés indigènes de la Côte Atlantique ». « La nation nicaraguayenne » est définie comme « une seule, territorialement et politiquement » ne pouvant « être morcelée, divisée ou blessée dans sa souveraineté et son indépendance ». Le texte réaffirme que « la langue officielle est l'espagnol », omettant de mentionner les autres langues parlées.

Néanmoins le « Gouvernement de reconstruction nationale » se propose d'appuyer « le travail de sauvegarde des différentes expressions culturelles, y compris la préservation de leurs langues ». En ce qui concerne les ressources naturelles, l'Etat serait le « seul capable d'établir leur exploitation rationnelle et efficiente ». De telles affirmations déniaient la capacité de gestion des indigènes selon leurs traditions, pire empêchent tout développement spécifique.

Informations internationales

GRANDE-BRETAGNE

La 6^e Convention européenne sur le désarmement nucléaire se tiendra, du 15 au 19 juillet, à Coventry avec pour thèmes : « Quelle Europe ? Quel monde ? », « La sécurité européenne et le désarmement » et « Le mouvement de la paix et sa stratégie ».

Plus de 80 ateliers seront organisés par les participants. Des réunions-débats seront ouvertes sur des sujets comme l'Europe et les Etats-Unis ; le mouvement de la paix et l'Afrique du Sud ; l'Europe et l'Union soviétique ; le mouvement de la paix et l'Amérique Centrale. Divers hébergements sont prévus dans la mesure où les inscriptions se feront rapidement. Contacter le bureau de la convention : E.N.D. Convention organiser, Martin Butcher, 22-24, Underwood Street, London N 1 7 J.G., Grande-Bretagne (tél : [01] 250.40.10).

SUISSE

Le camp pour la paix aura lieu, du 27 juillet au 2 août, à Monteret II, 1264 Saint-Gergue, avec au programme : détente, ballades, jeux, animation-enfants, gastronomie, astronomie, vie communautaire, autogestion des activités.

Chaque jour un débat :

- « Dissidences », de quel journal avons-nous besoin ?
- « L'autre Suisse », est-ce encore la Suisse ?
- Perspectives du mouvement européen pour la paix ;
- Féminisme et pacifisme ;
- Militarisme, Comités de soldats, objection, défense populaire non-violente ;
- Ecologie et mouvement pour la paix ;
- Quelle activité à la rentrée ?

Pour de plus amples renseignements écrire à : « Dissidences », case 242, 1217 Meyrin 1, Suisse (ou téléphoner à l'Atelier d'ivar, [022] 49.36.06).

Relations internationales



Un mois plus tard, Luis Carrion, responsable sandiniste déclarait qu'il était « impossible de reconnaître le miskito en tant que seconde langue, parce que c'est une langue très insuffisante qui ne permet pas le développement culturel et intellectuel des gens, (...) » (1). Pour William Ramirez, ministre de l'Institut de la Côte Atlantique, l'antagonisme entre les deux communautés serait la résultante de la « conscience politique relativement retardataire » des indiens (2). Début 1982, L. Carrion déclarait que ces derniers ne soient pas « des révolutionnaires enthousiastes ».

En 1983, la position gouvernementale n'avait pas bougé « les possibilités historiques pour que cette nationalité puisse être une nation n'existe pas actuellement : les relations de production dans la société miskito sont tellement sous développées qu'elles ne permettent même pas l'établissement d'une structure qui aille au dela des communautés » (3).

« Des erreurs, oui mais... »

Un an plus tard, Sergio Ramirez, membre de la Junte, reconnaissait : « Nous payons les nombreuses erreurs que nous avons commises. Les Miskitos ne sont pas très nombreux. Leur isolement, leur arriération étaient traditionnels. Il faut d'abord changer leurs consciences, leur apprendre des techniques nouvelles sans les brusquer, en respectant les différences. Alors les choses changeront d'elles-mêmes. Mais nous pensons que les Miskitos sont des nicaraguayens comme les autres et nous ne pouvons accepter qu'ils vivent en dehors de la révolution ». De tels propos dénotent de l'absence totale d'analyse de la société indigène et prône un modèle unique de révolution. L'assimilation était toujours à l'ordre du jour.

En effet, les tentatives d'intégration s'avèrent peu efficaces : les programmes de réforme agraire rencontrèrent peu de succès, la création de coopératives se heurtait au mode traditionnel de tenue foncière, l'appel à la syndicalisation demeurait lettre morte.

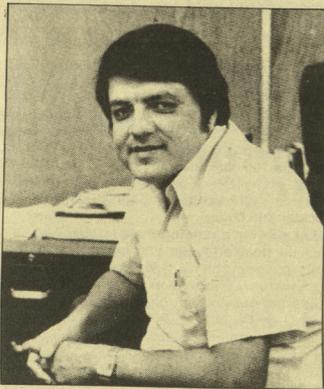
Puis peu à peu, les discours sandinistes évoluèrent parallèlement aux initiatives de paix de Managua. On commençait, enfin, à prendre en compte le facteur ethnique de la lutte indienne. Le F.S.L.N. confessait qu'« il n'avait pas suffisamment pris en compte les revendications ethniques : au mieux elles étaient considérées comme secondaires (...) et d'une situation de non prise en charge, nous en sommes arrivés à une confrontation militaire ». En décembre 1986, l'Agence nicaraguayenne de presse écrivait : « Animés par l'ardent désir de promouvoir les changements révolutionnaires et de surmonter rapidement l'extrême retard socio-économique de la région, les sandinistes avaient commis une série d'erreurs, tels que une attitude ethno-centriste et le manque de compréhension pour le caractère ethnique propre à l'ancienne oppression que subissent les communautés indigènes. Dès 1981 à 1984, cette zone était considérée comme le talon d'Achille de la révolution. La raison en était la large base sociale que la contre-révolution avait pu établir contrairement au reste du pays,

en manipulant des revendications justes et légitimes » (4).

Miskitos et Contra

Si la position sandiniste prêche par ethnocentrisme, les organisations se réclamant de la population indienne ne sont pas, non plus, exemptes de tout reproche. Sans s'attarder sur le rôle de l'Eglise Morave, il est certain que celle-ci a sans nul doute attiré le feu pour combattre « l'athéisme sandiniste ».

Des leaders indigènes tel, Steadman Fagoth, se sont rangés sans hésitation dans le camp somoziste (5). Steadman Fagoth fut même accusé par son rival Brocklin Rivera de tortures et d'assassinats envers des indiens. Quant à celui-ci, il avait tendance à identifier l'autonomie indienne avec l'hégémonie de son organi-



Sergio Ramirez.

sation, la considérant comme seule et unique représentante de la région. Selon lui, toute consultation populaire n'aurait servi qu'à ratifier un accord entre Managua et lui-même.

Malgré les manipulations tant de leaders opportunistes que de la C.I.A., la résistance indienne s'est effectuée pour la défense du groupe en tant que tel, pour la préservation de sa propre identité. Un responsable indigène a clairement exposé ce point de vue, il y a quelques années : « Les groupes contre-révolutionnaires comme la F.D.N. et l'A.R.D.E. combattent pour une démocratie et pour des élections libres. Nous, nous combattons pour quelque chose d'autre, nous ne nous battons pas pour la démocratie que nous n'avons jamais obtenu d'aucun gouvernement. Nous combattons pour notre terre et non pour la démocratie ».

Dans ce conflit, le rôle des Etats-Unis est capital. La Maison Blanche s'est servie d'une cause juste dans le seul but de décréditer Managua tandis qu'elle légitime les massacres d'indiens au Guatemala. Ni la F.D.N. ni la C.I.A. n'ont toléré de groupes indigènes véritablement autonomes. Cette dernière n'a pas hésité à éliminer ou écarter tous ceux qui ten-

taient de négocier avec le gouvernement sandiniste (6). Aujourd'hui Washington fournit en dollars et munitions les factions radicales de K.I.S.A.N., d'ailleurs en pleine décomposition.

Aucun gouvernement des Amériques ne souhaitait de véritables issues pour les indiens du Nicaragua. Quel Etat de ce continent n'est-il pas en effet confronté à des revendications indigènes ? Dans un tel contexte la reconnaissance, dans la nouvelle Constitution établie à Managua, est un fait sans précédent dans l'histoire de ces sociétés.

Un héritage colonial

L'attitude sandiniste face aux revendications indiennes est partie intégrante de la position de la gauche-américaine par rapport au mouvement indigène. Pour celle-ci, il y a encore quelques dizaines d'années, mettre en avant les problèmes indiens relevait d'une position conservatrice, visant uniquement à créer des divisions au sein des forces progressistes. Proclamer une telle spécificité signifiait trahir les idéaux révolutionnaires. L'antagonisme entre les Indiens et les Latins est un fait constant dans les sociétés latino-américaines. Celui-ci remonte à l'époque des processus d'indépendances du XIX^e siècle, qui se sont déroulés au bénéfice exclusif des latins.

Au Nicaragua, le F.S.L.N. n'a nullement inventé le racisme anti-Indien ; il s'est tout simplement révélé incapable de se débarrasser du sentiment de supériorité face à une société autre que le modèle occidental. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui encore, à droite comme à gauche, de nombreux mépris refusent le droit à l'autonomie de la Côte Atlantique.

Que se soit par la force des choses (guerre interne, image de marque internationale), par une évolution des mentalités ou encore un choix tactique, la reconnaissance de la spécificité indigène est un acquis. Mais les Indiens auraient tort de s'en contenter. Ce n'est que la première victoire d'un long combat pour la préservation de spécificité de la Moskitia et déjouer toutes les tentatives d'assimilation sous couvert de modernisme. Car il ne faut pas se faire d'illusions : cette région demeure colonisée. Bien sûr, certains avantages ne sont pas négligeables : l'analphabétisme a chuté, des campagnes de vaccinations sont organisées... Mais l'envers du décor est là : il nous rappelle la volonté d'intégration extérieure. L'avenir des Indiens n'appartient qu'à eux !

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) Barricada, 2 septembre 1981.

(2) Barricada, décembre 1981.

(3) Envio, juin 1983.

(4) Bulletin A.N.N., du 11 décembre 1986.

(5) Sous Somoza, il collabora avec le pouvoir, puis à la suite de la dissolution du Misurasata, par Managua, il rejoint la F.D.N.

(6) Robert Owen, représentant conservateur des Etats-Unis, révéla récemment que la C.I.A. avait versé 100 000 dollars à Rivera en 1985, afin qu'il ne négocie pas avec Managua.

«NON à la sélection» : un slogan revenu en force en décembre dernier, mais qui masque la sélection réelle, pour ne pas dire l'écrémage systématique, qui sévit dans le système scolaire français dès la maternelle. La maternelle constitue bien la première étape de la sélection, pour des enfants âgés d'entre deux ans et quatre ans : ils risqueront statistiquement plus l'échec scolaire s'il ne la font pas.

Certes, la quasi totalité des enfants passent aujourd'hui par cette étape. Il n'en reste pas moins la question de maturité, qui n'est pas systématiquement liée à l'âge : à cinq ans un enfant à l'âge de passer en cours préparatoire. Il y entrera donc, même s'il n'est pas encore prêt à l'apprentissage de la lecture. Car le cours préparatoire (C.P.) est bien entendu l'année où l'enfant apprend à lire, même si la réforme Haby, appliquée en 1977, prévoyait l'apprentissage de la lecture en deux ans. « C'est très rarement appliqué », estime Eric Dussart, instituteur. « Les instituts préfèrent souvent garder la même tranche d'âge, et ressortir les mêmes cours chaque année. Or, il est évident que les bases de lecture et de vocabulaire sont mieux assimilées en deux années qu'en une ».

Apprendre à lire... dans les délais

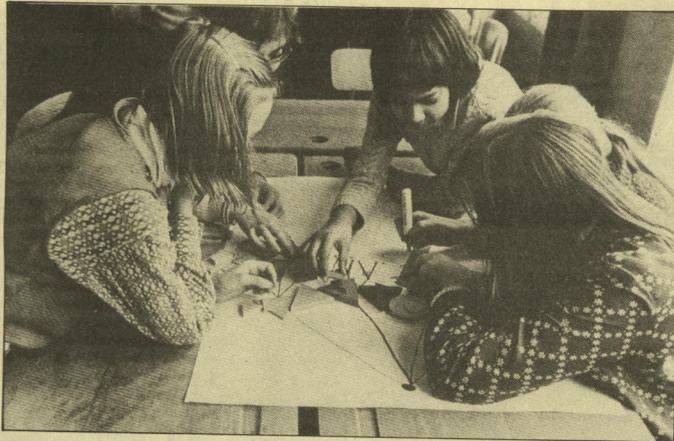
L'importance du cours préparatoire est reconnue par l'ensemble du corps enseignant. Que faire quand un enfant connaît des difficultés dans cette classe ? Redoubler ? « Les redoublements ne se font pas toujours en fonction du niveau de l'élève. Ils révèlent aussi des comptes d'apocryphes que les directeurs sont obligés de faire. D'une part, il ne faut pas dépasser cinq redoublements par classe. D'autre part, l'inscription d'un élève ou deux peut permettre le maintien d'une classe. Alors, tant pis pour les redoublements nécessaires », explique Jocelyne Perry, institutrice dans la région lennoise.

Il existe un autre recours pour les élèves n'ayant pas réussi leur C.P. : la classe de perfectionnement « petits », qui peut permettre une réintégration dans le circuit normal. Si l'élève ne suit toujours pas, il terminera son cycle primaire en perfectionnement « grands », où il n'a plus guère de chance d'échapper à la S.E.S.

S.O.S.-S.E.S.

La Section d'enseignement spécialisé (S.E.S.) regroupe les élèves considérés « débilés légers ». « Il est certain que ces élèves ne suivraient pas dans un cycle normal », estime

ORIENTATION SCOLAIRE Une réelle sélection !



Boris Ditch, enseignant dans ce type de structure. « Les S.E.S. sont assez bien adaptées, mais il y a deux problèmes ; d'une part, elles ne sont pas assez nombreuses et le ministère de l'Éducation refuse d'en construire d'autres, notamment dans le Nord Pas-de-Calais. D'autre part, les S.E.S. forment théoriquement à un métier, durant la quatrième et la troisième. Or, il est évident que les élèves n'auront aucun débouché dans la maçonnerie ou l'entretien, alors que les titulaires d'un C.A.P. ont déjà bien du mal à en trouver. Dans ce sens, les S.E.S. sont des voies de garage ».

La grande majorité des élèves de primaire arrivent au C.E.S., où les professeurs se plaignent d'avoir affaire à des élèves sachant à peine lire. Plus tard, en seconde, les profs de lycée se plaindront de préparer au bac français des élèves maniant mal la langue. « C'est un cercle vicieux, qui ne mène à rien », estime Philippe Chailans, professeur de français en première. « Les profs de lycées rejettent la responsabilité de l'échec scolaire sur les profs de collège, qui la renvoient aux instituteurs... Au delà des plaintes corporatistes, il y a un problème réel. Concrètement, les professeurs de

lycée ont un an pour préparer le bac français ».

La sélection au collège se fait en deux étapes : au niveau de la cinquième, où les élèves peuvent s'orienter vers une formation professionnelle généralement sans débouchés, et en troisième. Ah, les conseils de classes épuisants, expédiés en une heure, généralement après sept heures de cours ! « Le calcul est simple », explique Willy Pelletier, professeur d'économie. « Les classes comptent entre trente-cinq et quarante élèves. A raison d'une heure par conseil, les professeurs consacrent en moyenne deux minutes par cas. Même les orientations difficiles ne peuvent pas prendre plus de cinq minutes, pour ne pas prendre de retard sur l'horaire ».

Une précision : les professeurs de collèges sont payés pour assister aux conseils de classe. Les profs de lycées, non, d'où un fort taux d'absentéisme, surtout chez les profs de matières à option.

Etablissement et prestige

Le conseil de classe décide généralement d'orienter une grande majorité des élèves de collège en lycée. « Ceci tant pour une question de quotas — le ministère de l'enseignement souhaite voir 80% d'une classe d'âge sortir du cycle scolaire avec un niveau bac —, que pour assurer le prestige de l'établissement. En fait, la question se pose en terme d'élitisme ou de démagogie. A priori, il est souhaitable que les élèves restent à l'école le plus longtemps possible. Mais augmenter réellement le niveau de connaissance suppose de créer de nouvelles structures, de donner plus de moyens à l'éducation... Autant de mesures que nous attendons toujours. Dans l'état actuel des choses, on assiste simplement à une dégradation du niveau baccalauréat. Et il est évident que le système économique mettra en place d'autres barrières. Le projet Devaquet était d'ailleurs à considérer sous cet angle », estime Philippe Chailans.

Depuis trois ans, les élèves de troisième passent par les secondes dites « indifférenciées ». Louable effort en faveur de l'égalité des chances ? « Je ne pense pas », estime Willy Pelletier. « Au contraire, les secondes indifférenciées sont peut-être encore plus sélectives que les autres, puisque de toute évidence, il existe un pré-classement. Dans mon lycée, cela va de la seconde 1 à la seconde 10. Les secondes de 1 à 4 sont les meilleures, les dernières sont des classes de l'échec. Il se pose aussi une question de choix des options et du choix de la première : il y a les parents qui savent quelles fili-

res présentent des débouchés, et ceux qui choisissent dans la vague, ou qui prennent ce qui reste. Il y a aussi les passe-droits, pour les fils de collègues ou de parents particulièrement exigeants. Enfin, il y a les contrats école-entreprise, qui représentent un « plus » dans la carrière d'un proviseur. Il est donc certain que le fils d'un chef d'entreprise prêt à signer un contrat avec l'établissement n'a pas de soucis à se faire pour son orientation ».

Vous avez dit égalité ?

On comprend mieux pourquoi notre bel enseignement public, gratuit, laïque, démocratique conduit à tant d'échecs scolaires (un enfant de C.P. sur trente parviendra au niveau du baccalauréat). Mais l'enseignement n'est pas le seul facteur d'échec : la condition sociale de l'enfant est de toute évidence un facteur primordial.

« Le meilleur exemple de sélection sociale est peut-être la dissertation, qui est, avec les mathématiques, la principale méthode de classement. Or, la dissertation fait appel au vocabulaire et à la capacité d'organiser un discours. Dans son livre Langage et classe sociales, Basil Bernstein classe les familles en deux types : les « positionnelles », où le détenteur de l'autorité, généralement le père, coupe court à l'argumentation par sa seule position de chef. L'argumentation est donc impossible. Dans le deuxième type de famille, la « position » ne suffit pas. On fait appel à l'argument, à la démonstration, qui est le principe de la dissertation. Les familles « positionnelles » sont



généralement populaires, simplement parce que le père reproduit ce qu'il vit quotidiennement : l'absence de concertation et de dissertation. Le cadre, lui, a l'habitude de négocier, de prendre part aux discussions. »

Aucun des enseignants présent n'a pu citer l'auteur de la formule « L'école dévalorise l'enfant, l'enfant dévalorise l'école ». Certes, le milieu social n'est pas forcément déterminant, et l'enfant ne reproduit pas automatiquement l'échec de ses parents. Les multiples sélections scolaires de la maternelle à l'université — et la condition sociale des enfants écartés — prouvent néanmoins que l'égalité des chances relève, dans la société actuelle, de la tartufferie.

Pascal CHOISY



UNIVERSITÉ

Dossiers bidons

L'U.N.E.F.-I.D., anciennement la concurrente trotskyste de l'U.N.E.F.-S.E. (dominée par les pro-soviétiques), est devenue le syndicat de « masse » étudiant : 35,7% en 1986 (1). C'est un syndicat corporatiste qui ne voit les intérêts des étudiants que par la logorhée politicienne de ses dirigeants, actuellement en majorité socialistes (2).

Son but : amener des militants au(x) parti(s) ; et donc, pour cela, les manipulations deviennent une réalité quotidienne. Tant et si bien que les étudiants en arrivent à ne plus savoir si le local du syndicat est celui du M.J.S., celui des J.C.R., celui de S.O.S.-Racisme ou bien si c'est celui de l'U.N.E.F.-I.D., c'est-à-dire une papeterie-librairie miniature !

Ce sont de vrais politiciens, pour preuve la tentative d'arrangement à l'amiable entre des représentants de l'U.N.E.F.-I.D. et le ministre de l'Éducation avant les manifestations locales du 27 novembre, dans le but de court-circuiter les structures dont s'étaient dotés les grévistes du mouvement. En plus de ces magouilles ponctuelles, ils ont des pratiques plus régulières.

Le piège...

Après le bac et les tracasseries administratives, un nouvel écueil attend les chanceux ex-lycéens. Le « dossier d'inscription » de l'U.N.E.F.-I.D. (50 F, pour l'année 86-87) est un des pièges dans lequel vous risquez de tomber. Il se décompose en de nombreuses parties, qui analysées de plus près, se révèlent

être les ingrédients du plus inbuvable cocktail qui soit.

On y trouve de nombreuses publicités (1/3 du dossier) ; des informations que vous pouvez obtenir gratuitement dans les Centres d'information et d'orientation (départementaux ou universitaires) ou auprès de l'O.N.I.C.E.P. ; d'autres informations, extraites de brochures (générales ou par filières) que l'université édite gratuitement spécialement pour les étudiants ; ainsi que, bien entendu, des reportages vantant les mérites de l'U.N.E.F.-I.D., qui n'hésite pas à s'accaparer toutes les luttes des étudiants « inspirées, menées et gagnées par l'U.N.E.F.-I.D. » (sic). J'allais oublier le clou du spectacle : l'indispensable guide du service militaire, pour ceux qui recherchent des « métiers d'avenir » (re-sic).

Alors, ce syndicat est-il un nid de politiciens ou d'escrocs ? Après tout, les deux termes ne sont pas incompatibles. Nous appelons donc les lecteurs du Monde libertaire à dénoncer ces pratiques, auprès des jeunes (lycéens et étudiants) qu'ils connaissent.

LAURENT (C.L.É.A.-Villetaneuse)

(1) 35,7% des suffrages exprimés dans les élections de 38 universités, résultats au 20 février 1986. Moins d'un étudiant sur cinq y participait, et il existe 74 universités en France (source : Bulletin d'Informations Administratives n° 4, avril 1986, Université Paris-Nord Villetaneuse).

(2) Socialistes 67%, L.C.R. 16% et P.C.I. 16% au 70^e Congrès de l'U.N.E.F.-I.D., 9 et 10 mai 1987 (source : Libération du 11 mai 1987).

TÉLÉVISION

« Shoa »

un monument à l'écran

QUE faire les 29 et 30 juin et les 1^{er} et 2 juillet, à partir de 22 heures 30 ? Regarder *Shoa* sur T.F. 1. Absolument, parce qu'il serait impardonnable de ne pas voir un des monuments cinématographiques du siècle.

Shoa est beaucoup plus qu'un film sur les camps de la mort nazis : un document exceptionnel auquel Claude Lanzmann a consacré dix ans de travail ; un monument contre l'oubli, la banalisation et les tentatives d'atténuer le génocide. *Shoa* est aussi une sorte de douloureux poème que l'on suit avec passion, fascination, durant neuf heures.

Même si le film fait mal, sans aucune goutte de sang, sans même faire appel à des documents d'époque, certaines séquences sont insupportables. Cet homme, chargé, il y a quarante ans, de vider les charniers d'Auschwitz, qui raconte calmement son atroce travail ; qui brusquement s'interrompt, hésite, tremble : « J'étais arrivé au fond de la fosse, et j'ai reconnu ma mère et ma sœur », et il éclate en sanglots.

Ce citoyen israélien qui, à douze ans, déchargeait les cadavres des camions asphyxiants : « Un jour, il y a eu une panne. Les juifs n'étaient pas morts à l'arrivée au crématoire. On les y a jetés vivants ». Et qui conclut : « Ça ne me faisait aucun effet. J'avais douze ans et, du ghetto de Varsovie aux camps d'extermination, je n'avais jamais vu que des morts »...

Lanzmann questionne, inlassablement, tous les acteurs du génocide : les survivants, qu'il mitraille de questions précises, parfois cruelles. Les témoins comme cette veuve d'instituteur qui raconte la traversée du village par les juifs frappés, voire assassinés sur place par les nazis, en concluant « C'était affreux : on n'aurait pas dû les faire passer au milieu du village ». Les anciens nazis, que Lanzmann piège avec délectation.

Au fil de cette fresque de témoignages, se dessinent certains éléments du génocide : le silence mortel qui s'est formé autour des massacres ; l'obsession des victimes de survivre, à tout prix, pour pouvoir témoigner ; la manière dont s'organise un monde de cauchemar. Un reproche, cependant : *Shoa*, qui

signifie « anéantissement » en hébreu, retrace presque uniquement le génocide des juifs ; or, ils n'étaient pas les seuls, dans les camps de la mort.

Pascale CHOISY



NOTE DE LECTURE

« Naissance du XX^e siècle en France »

de Jean-François Six

Vous en connaissez, vous, beaucoup d'écrivains non anarchistes, qui en 1987, consacrent une partie de leur bouquin à Pierre Kropotkine (cité 10 fois) et à Louise Michel (cité 12 fois) ? Moi je n'en connaissais pas, surtout quand il s'agit d'un écrivain catholique ! Et pourtant c'est le cas de Jean-François Six, qui vient de faire paraître aux éditions du Seuil, un ouvrage dans lequel il essaye de démontrer que 1886 est la première année du XX^e siècle. L'idée n'est pas sottise.

En 1886, Pierre Kropotkine et Louise Michel sortent de prison, le général Boulanger conquiert une gloire éphémère, Drumont se lance dans un antisémitisme forcené, Watrin est défenestré, etc. Vous l'avez compris, l'auteur passe en revue toute cette période fin de siècle, des cléricaux à la franc-maçonnerie, des matérialistes aux symbolistes, etc. Et à travers ce panorama, quelques sympathies suspectes, comme pour cette crapule de Léon Bloy par exemple, et d'autres plus inattendues pour le mouvement libertaire.

C'est lestement raconté, on ne s'ennuie pas un instant et toute une partie de l'histoire de France court sous nos yeux.

Y. P.

J.-F. Six, 1886, naissance du XX^e siècle en France, éditions du Seuil, en vente à la librairie du Monde libertaire, 85 F.

RYTHM AND BLUES

« Talkin' that talk »

de J.-P. Levét

EDITÉ début 86 par le C.L.A.R.B. (Comité de liaison des amateurs de rythm and blues), *Talkin' that talk* (1) est peut-être l'un des meilleurs livres de blues écrit par un Blanc. Le travail considérable effectué par Jean-Paul Levét sur le langage du blues et du jazz porte sur 1 800 termes inventoriés, définis dans leurs différentes acceptations et illustrés par des citations.

Comme l'écrit Gérard Herzhaft (2) dans son excellente préface : « L'immense mérite de Jean-Paul Levét est d'avoir essayé dans *Talkin' that talk* de débroussailler le vocabulaire du blues, celui qu'on entend et qu'on ne comprend pas, celui qui prononce « blanc » mais qui veut dire « noir », celui qui s'est emparé de tout — l'univers rural, le monde urbain — pour en faire un assortissement de métaphores sociales ou sexuelles. « Laisse-moi conduire ta petite automobile », chantait Lightnin' Hopkins, mais il finissait dépité : « Il y a trop de conducteurs en même temps à la barre » ».

Bref un ouvrage de base, qui peut même devenir votre dictionnaire linguistique favori ! Ou comme l'écrit Jean-Paul Levét : « Puisse ce glossaire contribuer à un autre déchiffrement, à une autre lecture, plurielle, de ce que dit le « peuple du blues » ». En attendant *Let's have a ball*.

THIERRY (« Blues en liberté »)

(1) Pourrait se traduire par « avoir cette tchache », en tout cas c'est en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 120 F.

(2) Auteur de *Le blues* (P.U.F., collection « Que sais-je ? ») et de *La Nouvelle encyclopédie du blues* (Grancher), citée abondamment dans l'émission « Blues en liberté » (Radio-Libertaire).

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 25 juin

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le bottle-neck dans le blues, de la campagne à la ville, de Bukka White à Hoand Dog Taylor.
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : les femmes et la religion.
« Enlirez-vous » (16 h à 17 h 30) : avec Pascal Gemelli pour « Les poisons de Beaubourg ».
« Si vis pacem » (17 h 30 à 19 h 30) : le point sur Eric Hébert, Cavana sera invité (sous réserve).
« Jazz en liberté » (à partir de 22 h 30) : les absents des festivals de l'été.

Vendredi 26 juin

« 89.4 le matin » (9 h à 12 h 15) : commentaires à chaud et musiques à froid.
« L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : dernière émission de la série « Fragments d'un moi contemporain : la philosophie aujourd'hui ».

Samedi 27 juin

« Le père peinarde » (11 h 30 à 12 h 30) : Régis Faudot et Paul Chénard nous parlent de l'actualité sociale.
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : S.N.C.F. 6 mois après les grèves, bilan des coordinations ; P.T.T., privatisations et filialisation.
« Micro-climat » (16 h à 17 h) : la qualité de l'air.

Dimanche 28 juin

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : l'idée libre, l'athéisme.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : spécial Transylvanie...
« Jazz en bleu » (14 h 30 à 16 h 30) : les années 30, Louis Armstrong et Duke Ellington.
« Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : dernière émission avant les vacances, rétrospective des meilleurs moments !
« Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : suite de l'émission sur les mutations dans le fantastique. Cette semaine : l'utopie et les mutations sociales.

Lundi 29 juin

« Chroniques du lundi » (9 h à 12 h) : revue de presse, commentaires d'actualité et musiques.
« Etrangers d'ici et d'ailleurs » (12 h à 14 h) : le code européen de la nationalité.
« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : contes et nouvelles.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les vacances et leurs problèmes.

Mardi 30 juin

« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.

Mercredi 1^{er} juillet

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : un compositeur sans préjugés, Marius Constant.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la santé à tous prix, un dossier d'avril 1987 du « Canard Enchaîné », sur les relations fric, pharmacie et médecine.

VOYAGE EN MÉTROPOTAMIE

A travers la peinture...

AU moment où chacun prépare ses vacances, ce temps de suspension qui permet de prendre ses distances avec le quotidien, de dresser des bilans, et de ramasser son énergie afin de donner plus de force critique à son action, nous vous proposons un autre type d'évasion. Deux peintres, Alain I^{er} et Saint Sébastien de Métropotamie, nous invitent en effet à un patient travail

de lecture du monde réel susceptible de favoriser l'analyse des comédies de la vie contemporaine.

L'évasion qu'ils nous préparent n'a rien d'une pure suspension, elle devient ironie et invitation à un voyage tout entier consacré à la dénonciation des vices et défauts d'une société dans laquelle les rapports sociaux imposent aigre, barbares, autoritarismes,

soumissions, bref une morbidité permanente.

La Métropotamie se présente comme un territoire utopique dans lequel le peintre devenu roi se donne pour mission d'énoncer la comédie humaine et de faire surgir le rire face aux blocages et aux impuissances... Ce rire qui décape, brise les évidences et instaure des questions : sommes-nous donc condamnés à nous laisser mener, devons-nous prendre au sérieux une vie dont nous ne promulguons pas les lois ? Depuis Rabelais, le personnage littéraire ou pictural peut ironiser sur notre sort. La peinture de Métropotamie n'échappe pas à cette tradition critique.

Politique, religion, morale, rapports sociaux, tous les modes du sérieux confiné, du masque mis en avant pour cacher des forces et des répressions, sont pris à partie

par ces peintres. Chaque toile vient raconter les dommages que nous subissons tant que nous n'aurons pas œuvré nous-mêmes à la chute de ce désordre social.

A cet égard, la peinture ne constitue pas un univers d'évasion simple. Elle construit plutôt la distance nécessaire entre notre quotidien et nous-mêmes, faille dans laquelle le tableau se glisse et égrène : souhaitons-nous que cela dure ? La toile donne à penser parce qu'elle donne à voir ; elle met en scène, dans le rire, parce qu'il faut apprendre à désespérer de notre vie, positivement, si nous voulons en sortir.

Nous vous proposons dans un premier temps d'entendre ces peintres parler sur Radio-Libertaire, le 26 juin 1987, à partir de 19 heures.

Christian RUBY

NOTE DE LECTURE

« Trois contes des îles »

de Malcom Menzies

Après l'épopée de Makhno, Malcolm Menzies se penche sur la vie des bagnards de Cayenne, et ceci en trois petites nouvelles, denses, riches. Ou comment des hommes ont su transformer une terre paradisiaque en enfer. Rien à voir avec *Papillon*, le best-seller de M. Henri Charrière.

L'une de ces chroniques est consacrée à la révolte des anarchistes sur l'île de Saint-Joseph en 1894. Le talent de Menzies reconstitue parfaitement l'horreur de ce bague du bout du monde et le désespoir de nos compagnons morts là-bas, il y a 90 ans, dans une insurrection sans espoir. Merci à Malcom Menzies d'avoir reconstitué pour nos mémoires défaillantes ce morceau presque oublié de notre histoire.

Y. P.

Malcom Menzies, Trois contes des îles, éditions Corps 9, en vente à la librairie du Monde libertaire, 45 F.

Concert

Dimanche 5 juillet, à partir de 20 h 00, au gymnase de la Garde à la Garde (5 km de Toulon) aura lieu le « Concert Against Repression » avec Shily Boy, Urgence, O.T.H., Bad Loser. Qu'on se le dise !

BIENTÔT sept ans de présidence Reagan. Sept ans de combinaisons plus que douteuses (l'Irangaie n'est que la face émergée de l'iceberg), de révolution conservatrice et « morale », d'expansionisme mode Rambo (souvenons-nous de la Grenade et du soutien systématique des contras). Sept ans aussi de dégradation économique et d'appauvrissement pour le plus grand nombre : l'heure est venue d'en tirer les comptes.

Pseudo-recettes et pseudo-reprise

En novembre 1980, Ronald Reagan est élu parce qu'une sévère récession touche les Etats-Unis : on compte alors plus de 11 millions de chômeurs (10% de la population active), une inflation de 13% (dans un pays habitué à 3 ou 4%), un déficit budgétaire de 60 milliards de dollars et une grave crise dans les grandes industries traditionnelles : l'automobile, l'acier, le textile, le caoutchouc.

La politique économique que proposent les conservateurs se veut la mise en pratique de l'économie de l'offre, *supply-side economics*, une recette concoctée par l'économiste californien ultra libéral, Arthur Laffer. Son principe de base est simple : la réduction des impôts stimulera la productivité, laquelle permettra l'absorption du déficit résultant de la réduction des impôts. Les dépenses gouvernementales seront sévèrement restreintes, car l'ennemi de la prospérité, c'est le *Big government* hérité de John Kennedy et Lyndon Johnson. Le marché, perçu à la suite des économistes classiques tel Adam Smith, comme automatiquement et naturellement en équilibre, fera la loi. Et les lois seront aménagées de façon à favoriser le marché, ce qui passe par une déréglementation tout azimuts qui devrait théoriquement relancer les créations d'entreprises.

Enfin, le dollar sera plus musclé que jamais. Et il convient de restaurer la puissance militaire américaine : de 1981 à 1986, le budget de l'armée passe ainsi de 160 milliards de dollars à près de 300 milliards. De 1980 à 1982, cette politique provoque une récession particulièrement sombre : on compte jusqu'à 12 millions de chômeurs (11% de la population active). En tout, près de 35 millions d'Américains (sur 230 millions) sont catalogués comme pauvres. A la fin de 1982, cependant, la reprise paraît s'amorcer. L'inflation est retombée à 6 ou 7%. Le chômage reflue à 8 millions (un peu plus de 7% de la population active).

Sur ces résultats, Reagan est réélu sans difficultés en novembre 1984. Ont voté pour lui, les bénéficiaires de la reaganomie : les industriels liés à la défense, les investisseurs financiers (les banques continuent à gagner beaucoup d'argent), les commerçants favorisés par la relance économique, tous ceux qui s'estiment privilégiés car ils ont pu conserver leur emploi dans une période de forte précarisation. Les millions de victimes de la reaganomie n'ont apparemment pas voté : sur 17 millions d'électeurs noirs potentiels, par exemple, 7 millions sont allés aux urnes, dont 10% pour Reagan... Mais l'embellie sera de très courte durée.

La reprise tourne court et la situation est aujourd'hui plus préoccupante encore qu'en 1980. La recette des *supply-side economics* n'a pas pris : alors que la croissance était, en moyenne annuelle, de 2,6% entre 1974 et 1980, ce qui n'était déjà pas beaucoup, elle n'a pas dépassé les 2,4% depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir.

La faillite « Made in U.S.A. »

Celui-ci avait pourtant promis un taux de croissance de près de 4% : ce n'était pas une simple erreur de calcul, mais de stratégie.

Dégradation industrielle et déficits

Les déficits américains prennent désormais des allures de Grand Cañon. Entre 1980 et 1986, le déficit budgétaire est passé de 35 à 221 milliards de dollars. Comment en est-on arrivé là ? Tout simplement parce que les réductions d'impôts et le fantastique gonflement du budget militaire forcent l'Etat et les entreprises privées à entrer en compétition pour les emprunts aux banques, qui se « couvrent » en élevant leurs taux d'intérêts jusqu'à des niveaux pratiquement usuraires (certains comptes d'épargne offrent du 16 à 18%, et même plus !).

affaiblissement très spectaculaire de l'industrie. En dépit de la reprise de 1982, largement tributaire des commandes fédérales et en particulier des dépenses militaires, la production industrielle est aujourd'hui inférieure à son niveau de 1980. Elle a chuté de plus de 50% pour les machines-outils, le matériel de construction et le textile...

Dans l'agriculture, les aides fédérales sont passées de 4 milliards de dollars en 1981 à 35 milliards de dollars en 1985, dépassant la valeur des exportations agricoles. Cela n'a pas empêché la balance commerciale agricole d'être déficitaire en mai 1986, pour la première fois depuis 1959 ; 11,5% des exploitations agricoles ont disparu entre 1980 et 1985, et la valeur de la terre a baissé de 26% depuis 1982. Par ailleurs, globalement, on compte moins de créations d'entreprises de 1980 à 1986 que sous Jimmy Carter.



Ces taux, à leur tour, aggravent considérablement les dettes du tiers monde, notamment de l'Amérique latine, mais vont longtemps attirer les investisseurs étrangers, ce qui va provoquer jusqu'en 1985, approximativement, une forte hausse du dollar. Conséquence directe : les industries d'exportation américaines commencent à souffrir sérieusement. Ceci provoque en retour un gonflement du déficit de la balance commerciale, qui passe de 20 à 170 milliards de dollars et, pour la première fois depuis 1914, la balance des paiements devient déficitaire en 1985 et 1986.

L'endettement américain a plus que doublé sur la période. Fin 1984, il atteignait déjà 6 000 milliards de dollars, soit sept fois le montant global de la dette de tous les pays du tiers monde à cette époque. On assiste parallèlement à un

Les faillites sont, depuis 1980, en augmentation constante, alors qu'elles diminuaient dans les années 70. Comme Reagan a d'autre part réduit les budgets de l'Education, de l'Aide aux défavorisés, de la Recherche, de la Santé, on ne peut s'étonner de l'appauvrissement et de la précarisation des salariés américains.

Précarisation et appauvrissement

Avec l'application du programme Reagan, et la désindustrialisation qu'il provoqua, on a assisté à la suppression de 1,5 millions d'emplois industriels. Malgré cela, les 6 millions d'emplois nouveaux officiellement créés ont permis de ramener le taux de chômage à son niveau de 1980 (7%).

Au regard de ces résultats, les libéraux crient victoire. C'est oublier que ces emplois nouveaux sont en général moins qualifiés, moins bien rémunérés, sans protection sociale ni syndicale, très souvent à temps partiel et de plus concentrés dans le secteur commercial et les services (81% des nouveaux emplois en 1986, contre 52% en 1984). Selon une étude commanditée par la commission économique mixte de la Chambre et du Sénat, fin 1986, 60% des 8 millions d'emplois créés entre 1979 et 1984 aux Etats-Unis procurent un salaire annuel inférieur à 7 000 dollars, soit environ 3 500 F par mois, c'est-à-dire beaucoup moins que notre S.M.I.C.

Le même rapport établit que 10% des ouvriers et 7,4% des employés à plein temps ont perdu plus de 50% de leur pouvoir d'achat. Près de 29% des ouvriers et 24,4% des employés ont perdu entre 25 et 50% de leur pouvoir d'achat. Sans parler des nombreux emplois à temps partiel, dont les titulaires sont encore plus mal lotis. On l'a dit, 35 millions d'Américains vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1984 (contre 24 millions en 1978) ; 47 millions si l'on ajoute ceux qui sont très proches de ce seuil.

Parmi eux, 13,8 millions d'enfants. Conséquence : délinquance et criminalité ne cessent d'augmenter, en dépit d'une répression accrue qui frappe surtout les jeunes des minorités noires et hispaniques. Début 1987, on comptait 617 000 détenus, soit 246 pour 100 000 habitants contre 72 pour 100 000 en France. On dénombre 1 540 condamnés à mort, dont 221 pour le seul Etat de Floride, dix fois moins peuplé que la France.

Pour consolider, tant bien que mal, le système économique et social, il fallait bien conforter le loyalisme de ceux qui le contrôlent, Reagan a donc édicté une circulaire, le 31 décembre 1986, portant de 3 000 à 10 000 le nombre des hauts fonctionnaires dont les appointements passeront en moyenne de 74 500 à 77 500 dollars par an, soit environ de 37 000 à 38 700 F par mois.

De la même façon, dans les grandes entreprises américaines, allègements d'effectifs et compression de la masse salariale n'ont nullement entraîné une baisse des rémunérations offertes aux cadres supérieurs, qui ajoutent très souvent à leurs salaires des revenus boursiers. On s'achemine, ainsi, très nettement vers une société duale. C'est aussi ce qui se passe en Grande-Bretagne, où le Nord du pays très durement touché par la crise, et les restructurations industrielles semble aujourd'hui dans une situation quasi désespérée.

Et c'est ce modèle économique que nous proposons les libéraux français qui, tel Jacques Chirac très récemment, félicitent Thatcher pour sa si « brillante » réélection et ses si « brillants résultats ». Depuis sept ans, le libéralisme absolu est appliqué aux Etats-Unis. On ne peut accepter de copier un modèle qui mène le plus grand nombre à la ruine économique et à l'exclusion sociale. On ne peut accepter l'ordre du « laissez-faire, laissez-passer » pour les privilégiés, l'ordre de la précarisation et de la répression pour les autres.

S'y résigner c'est accepter que la fin du siècle se dessine dans l'ensemble du bloc capitaliste, aux couleurs d'un libéralisme « patchwork » : précarisation et répression « dix-neuviémiste », et sur-exploitation post-fordienne de la main-d'œuvre.

Willy PELLETIER
(Gr. Broutchoux de Lille)

=====
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
=====